

Tatsächlich gibt es mehrere Möglichkeiten, um diese Verfassungswidrigkeit zu beheben, darunter die Möglichkeit, die Steuerpflichtigen, die der Steuer auf Ausschüttungen unterliegen, für die Rechtsvereinbarungen der Kategorie *a)* und für die Rechtsvereinbarungen der Kategorie *b)* wortgleich zu bestimmen, aber auch die Beibehaltung des in B.17 beschriebenen Behandlungsunterschied mit einer in den Vorarbeiten ausdrücklich erläuterten vernünftigen Rechtfertigung.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 89 Nr. 1 des Programmgesetzes vom 25. Dezember 2017 für nichtig, insofern er nicht vorsieht, dass die Steuer auf Ausschüttungen nicht auf Begünstigte von Einkünften anwendbar ist, die von einer in Artikel 2 § 1 Nr. 13 Buchstabe *a)* des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähnten Rechtsvereinbarung ausgeschüttet werden, die aufgrund der Rechtsvorschriften des Staates oder des Rechtssystems, in dem sie ansässig ist, einer Einkommensteuer von mindestens 15 % des steuerpflichtigen Einkommens dieser Rechtsvereinbarung, das nach den Regeln bestimmt wird, die für die Festsetzung der belgischen Steuer auf die entsprechenden Einkünfte gelten, unterliegt.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 28. Januar 2021.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/201519]

Extrait de l'arrêt n° 48/2021 du 18 mars 2021

Numéro du rôle : 7269

En cause : le recours en annulation des articles 15 et 16 de la loi du 13 avril 2019 « portant des dispositions diverses en matière de pension », introduit par Jean-Pierre Luxen et Fanny François.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, et des juges T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 octobre 2019 et parvenue au greffe le 28 octobre 2019, un recours en annulation des articles 15 et 16 de la loi du 13 avril 2019 « portant des dispositions diverses en matière de pension » (publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2019) a été introduit par Jean-Pierre Luxen et Fanny François, assistés et représentés par Me V. Letellier, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte

B.1. Le recours est dirigé contre les articles 15 et 16 de la loi du 13 avril 2019 « portant des dispositions diverses en matière de pension » (ci-après : la loi du 13 avril 2019). Les deux dispositions attaquées font partie du chapitre 6 de la loi du 13 avril 2019, qui apporte plusieurs modifications à la loi du 4 mars 2004 « accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public » (ci-après : la loi du 4 mars 2004).

B.2.1. La loi du 4 mars 2004 établit un régime d'avantages complémentaires en matière de pension de retraite pour certaines catégories de titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement.

B.2.2. Les travaux préparatoires de la loi du 4 mars 2004 mentionnent :

« Le projet de loi qui est présenté à la commission a pour objet de créer un régime de pension complémentaire d'un type particulier.

À l'origine du projet se trouvent les arrêtés royaux des 29 octobre 2001 et 2 octobre 2002, qui règlent la situation statutaire des personnes désignées pour exercer des fonctions de management ou d'encadrement dans les services publics fédéraux. Par ces textes, le gouvernement a clairement pris l'option d'assujettir les titulaires d'une fonction d'encadrement ou de management au régime de pension des travailleurs salariés. Le gouvernement a également décidé la participation des intéressés à un régime de pension 'complémentaire' financé par des cotisations personnelles et patronales s'ajoutant à la pension légale du premier pilier à laquelle ils pourront prétendre.

Par la suite, il a été décidé d'appliquer le même système aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement analogue dans un organisme d'intérêt public affilié au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 (pool des parastataux) et qui sont assujettis durant leur mandat au régime de pension des travailleurs salariés. Il en va de même pour les établissements scientifiques de l'Etat.

Les collectivités fédérées pourront également, si elles le souhaitent, appliquer le même système à leurs managers.

Il est important de remarquer que les personnes dont il s'agit dans le projet de loi, et qui exercent donc une fonction de management ou d'encadrement, sont désignées temporairement dans le cadre d'une relation statutaire. En d'autres termes, la protection sociale organisée pour les managers ne relève pas du deuxième pilier de pension (pensions sectorielles ou d'entreprise). Il s'agit d'une protection sociale *sui generis* réglée par la loi avec pour objectif de répondre au mieux à la situation spécifique des personnes concernées.

Le régime de pension complémentaire proposé recourt en quelque sorte à un système à prestations définies, ce qui met à charge de l'employeur public une obligation de résultat.

Ce régime étant légal et réglementaire, il est obligatoire d'y participer pendant la période de mandat.

La pension des mandataires a donc dans cette optique trois composants (le total constituant le but à atteindre) :

- la pension de travailleur salarié;
- la part du complément issue des cotisations personnelles versées par le mandataire;
- la part du complément supportée par l'Etat.

La cotisation personnelle du mandataire est fixée à 1,5 % du traitement de référence et est versée au Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions. C'est ce fonds qui supportera la charge budgétaire des avantages provenant de la cotisation personnelle.

La composante du 'but à atteindre' constitué par la pension de travailleur salarié correspond à la pension maximale qui peut être obtenue par an dans le régime de pension des travailleurs salariés soit à l'index actuel un montant de 531,19 euros par an (1/45 de 60 % du plafond actuel de rémunération). Cette composante sera par conséquent très largement couverte par les cotisations patronales (8,86 %) et personnelles (7,5 %) en matière de pension versées à la sécurité sociale puisque les cotisations sont calculées sur l'intégralité d'une rémunération élevée alors que le montant obtenu en matière de pension est limité.

La composante complémentaire du 'but à atteindre' à charge du Trésor public est budgétisée. Elle correspond à la différence entre, d'une part, la prestation définie à atteindre et, d'autre part, le total de la pension de salarié et de la rente résultant des cotisations personnelles, augmentées des intérêts produits par celles-ci.

La pension est calculée pour chacun des mandats exercés. Pour chacun de ces mandats, c'est la rémunération perçue adaptée à l'évolution de l'index, qui sert de base au calcul de la pension.

[...]

Pendant la période de mandat, les managers, qu'ils soient issus du secteur privé ou du secteur public, effectuent des prestations identiques dans le cadre d'une désignation statutaire pour un même employeur et doivent donc être traités de la même façon.

[...]

En terminant le ministre insiste sur le fait que nonobstant les aménagements qui seront apportés à la réforme dite 'Copernic', il convient que les nouvelles règles soient d'urgence intégrées dans l'ordre juridique, car les premières personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management sont entrées en service à la fin de l'année 2001 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0357/003, pp. 3-5).

B.2.3.1. Avant l'entrée en vigueur du chapitre 6 de la loi du 13 avril 2019, l'article 2 de la loi du 4 mars 2004 disposait :

« Le présent chapitre est applicable :

1°) aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management en application de l'article 10, § 1^{er} de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux;

2°) aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction d'encadrement en application de l'article 9, § 1^{er} de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux;

3°) aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement analogue à celle visée au 1° ou au 2° dans un organisme d'intérêt public affilié au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit et qui sont assujetties au régime de pension des travailleurs salariés;

4°) aux personnes qui, suite à leur désignation pour exercer une fonction de management ou d'encadrement analogue à celle visée au 1° ou au 2° dans un établissement scientifique de l'État ou dans une entité fédérée, sont assujetties au régime de pension des travailleurs salariés;

5°) aux personnes qui suite à leur désignation pour exercer une fonction de management analogue à celle visée au 1° au Service des Pensions du Secteur public avant sa dissolution ont été assujetties au régime de pension des travailleurs salariés ».

B.2.3.2. Les arrêtés royaux du 29 octobre 2001 « relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux », dont l'intitulé a été modifié en arrêté royal du 29 octobre 2001 « relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation », et du 2 octobre 2002 « relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux », dont l'intitulé a été modifié en arrêté royal du 2 octobre 2002 « relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation », établissent, au sein des services publics fédéraux, le régime de mandat pour les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement.

B.2.3.3. Le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 « relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit » est un système de pensions par répartition financé, solidairement, par l'ensemble des contributions des organismes d'intérêt public soumis à la loi. On désigne l'ensemble des organismes d'intérêt public affiliés à ce régime par l'expression « pool des parastataux » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0357/001, pp. 5-6, 8-9 et 11; *ibid.*, DOC 51-0357/003, pp. 3 et 11; *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3577/001, pp. 12-13). Aux termes de l'article 12 de la loi du 28 avril 1958, les contributions correspondent à un pourcentage des traitements mensuels payés par les organismes d'intérêt public précités à leur personnel pourvu d'une nomination définitive ou d'une nomination y assimilée. Ce pourcentage est égal à la proportion que représente le coût des pensions de l'année en cours par rapport au montant estimé pour cette même année de la masse salariale de l'ensemble des organismes affiliés au pool des parastataux.

B.2.4.1. L'article 13, non attaqué, de la loi du 13 avril 2019 étend le champ d'application *ratione personae* de la loi du 4 mars 2004 à une nouvelle catégorie de bénéficiaires en insérant dans son article 2 un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1. aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement en application de l'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public pour autant que l'organisme d'intérêt public concerné ne soit pas affilié au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de [leurs] ayants droit; ».

B.2.4.2. L'arrêté royal du 16 novembre 2006 « relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public » (ci-après : l'arrêté royal du 16 novembre 2006) établit le régime de mandat pour les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement au sein des organismes d'intérêt public visés par son article 1^{er}, parmi lesquels l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (ci-après : Fedasil).

B.2.4.3. Même si la catégorie de personnes visée par l'article 2, 2°/1, de la loi du 4 mars 2004 est décrite en des termes généraux, il ressort des développements de la proposition de loi « portant des dispositions diverses en matière de pension », qui a donné lieu à la loi du 13 avril 2019, que le législateur avait essentiellement l'intention d'étendre le bénéfice des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement de Fedasil :

« Le chapitre 5 étend le champ d'application de la loi du 4 mars 2004 accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public aux personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de FEDASIL » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3577/001, p. 3).

B.2.4.4. Le commentaire de l'article 11 de la proposition de loi, devenu l'article 13 de la loi du 13 avril 2019, expose :

« Le régime de mandat pour les fonctions de management et d'encadrement a été introduit auprès des services publics fédéraux par l'arrêté royal du 29 octobre 2011 [lire : 29 octobre 2001] relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et par l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation. En vue de l'harmonisation des règles relatives à la fonction publique administrative fédérale, le système des fonctions de management et d'encadrement a été généralisé à d'autres institutions publiques fédérales. Dans ce cadre, l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public a introduit le système de fonctions de management et d'encadrement dans un certain nombre d'organismes d'intérêt public.

La plupart de ces organismes d'intérêt public sont affiliés, pour leurs membres du personnel statutaire, au régime de pension instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit (Pool des parastataux), de sorte que les personnes qui, au sein de ces organismes, ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement se voient accorder - en plus de la pension des travailleurs salariés - le bénéfice d'un avantage complémentaire en matière de pension sur la base de l'article 2, 3°) de la loi du 4 mars 2004 accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public.

Ce n'est cependant pas le cas pour les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de l'Agence Fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (FEDASIL). En effet, puisque FEDASIL n'est pas affiliée au Pool des parastataux, elle ne tombe pas dans le champ d'application de la loi du 4 mars 2004. Par conséquent, en l'état actuel de la législation, les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de FEDASIL n'ont pas droit à un avantage complémentaire en matière de pension pour ces services de mandat.

L'article 11 supprime cette lacune et prévoit également que les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de FEDASIL bénéficient d'un avantage complémentaire, par l'ajout d'un point 2°/1 dans l'article 2 de la loi du 4 mars 2004 précitée » (*ibid.*, pp. 11-12).

B.2.5. Les articles 3 à 6 de la loi du 4 mars 2004 disposent :

« Art. 3. § 1^{er}. La personne visée à l'article 2 a droit, pour chaque mois d'exercice d'une fonction de management ou d'encadrement, à des avantages complémentaires en matière de pension de retraite qui correspondent à la différence entre, d'une part, 1/720^{ème} du traitement de référence défini au § 2 et, d'autre part, la pension de retraite à charge du régime de pension des travailleurs salariés à laquelle elle peut prétendre pour l'exercice de cette fonction.

Les périodes qui ne forment pas un mois civil complet sont prises en compte à raison de leur durée exprimée en mois avec deux décimales.

§ 2. Le traitement de référence visé au § 1^{er} est le traitement annuel de la classe à laquelle la fonction est liée compte tenu de sa pondération et qui a été effectivement accordé durant l'exercice de la fonction.

Le traitement de référence et la pension de retraite de travailleur salarié sont établis à l'indice-pivot 138,01.

§ 3. En cas d'application de l'article 6, § 1^{er}, la rente fictive correspondant au capital liquidé est déduite des avantages complémentaires visés au § 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la conversion du capital en rente est opérée selon les modalités prévues par l'arrêté royal du 24 mars 1994 apportant diverses modifications à la réglementation relative aux pensions du secteur public.

§ 4. Les avantages complémentaires visés au § 1^{er} prennent cours le 1^{er} jour du mois de la mise en paiement de la pension légale à laquelle la personne visée à l'article 2 peut prétendre à charge du régime de pension des travailleurs salariés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la personne visée à l'article 2 qui, du chef d'une fonction autre que sa fonction de management ou d'encadrement, peut prétendre à une pension de retraite en application de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, peut demander que les avantages complémentaires visés au § 1^{er} prennent cours à la date de la prise de cours de cette pension de retraite.

§ 5. Le montant des avantages complémentaires calculé conformément aux dispositions du § 1^{er} est rattaché à l'indice-pivot 138,01 et évolue de la même façon que les pensions à charge du Trésor public.

Art. 4. Les avantages complémentaires prévus à l'article 3, § 1^{er} et qui sont accordés aux personnes visées à l'article 2, 1^o, 2^o et 4^o, sont payés par le Service fédéral des Pensions.

Art. 5. Le traitement de référence défini à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er} est soumis à une cotisation personnelle obligatoire fixée à 1,5 p.c.

Le produit de cette cotisation personnelle est versé mensuellement par le service qui paie le traitement, au Service fédéral des Pensions. Ce versement doit parvenir à ce service au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit le jour du paiement du traitement.

Si le produit de la retenue visée à l'alinéa précédent est insuffisant pour payer les avantages complémentaires prévus à l'article 4, le Service fédéral des Pensions utilisera les recettes prévues à l'article 68^{ter}, § 5 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales pour financer ces avantages.

Art. 6. § 1^{er}. Si, avant la date de prise de cours des avantages complémentaires prévus à l'article 3, § 1^{er}, la personne visée à l'article 2 le demande, une partie de ces avantages peut lui être liquidée sous la forme d'un capital.

La partie des avantages complémentaires visée à l'alinéa 1^{er} est égale au produit des cotisations personnelles visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, majoré d'intérêts calculés, par mois civil entier, au taux de 3,5 p.c. l'an. Ces intérêts couvrent la période comprise entre le premier jour du mois qui suit le paiement du traitement et le dernier jour du mois qui précède la date de prise de cours des avantages complémentaires.

Le Roi peut, en fonction de l'évolution du taux des intérêts du marché, modifier le taux d'intérêt prévu à l'alinéa 2.

§ 2. En cas de décès d'une personne visée à l'article 2 avant la date de prise de cours des avantages complémentaires, le capital visé au § 1^{er} est versé au conjoint survivant. A défaut de conjoint survivant, ce capital est versé aux enfants du décédé bénéficiaires à la date du décès d'allocations familiales. A défaut de conjoint survivant et d'enfants définis ci-avant, la partie de ce capital correspondant aux cotisations versées durant le mariage avec le conjoint divorcé est versée à ce conjoint, à condition que ce dernier ne s'est pas remarié. Dans ces cas, les intérêts sont calculés jusqu'au dernier jour du mois du décès.

L'alinéa 1^{er} est applicable à la demande des intéressés.

§ 3. Les capitaux accordés en vertu du présent article sont payés par le Service fédéral des Pensions ».

B.2.6.1. L'article 9 de la loi du 4 mars 2004 dispose :

« Les avantages complémentaires en matière de pension de retraite accordés aux personnes visées à l'article 2, 3°, à l'exclusion du capital prévu à l'article 6 ou de la rente correspondante à ce capital dont la charge est supportée par le Service fédéral des Pensions, sont à charge du régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Les dispositions de l'article 12 de la loi du 28 avril 1958 précitée sont applicables aux avantages complémentaires définis à l'alinéa 1^{er}. Toutefois, pour les personnes visées à l'article 2, 3^o le pourcentage résultant de l'application de l'article 12, § 2 de cette loi est diminué à concurrence de la somme du pourcentage prévu à l'article 5, alinéa 1^{er} et de celui prévu à l'article 38, § 3, 1^o de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour déterminer le pourcentage résultant de l'application de l'article 12, § 2 de la loi du 28 avril 1958 précitée, les dépenses en matière d'avantages complémentaires visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que le produit des contributions visées à l'alinéa 2 sont pris en compte ».

B.2.6.2. L'exposé des motifs de la loi du 4 mars 2004 indique :

« L'affiliation au pool des parastataux a pour conséquence que toutes les modifications légales apportées au régime de pensions prévu par la loi du 28 avril 1958 seront automatiquement applicables aux membres du personnel des organismes affiliés peu importe qu'il s'agisse d'organismes qui dépendent de l'État fédéral, d'une Communauté ou d'une Région ainsi qu'à leurs ayants droit.

À cet égard, on peut également préciser que le projet fait expressément référence aux organismes d'intérêt public affiliés au pool des parastataux uniquement en raison du fait que des modalités particulières de financement doivent être prévues (eu égard au fait que le pool des parastataux est un régime de répartition financé par des cotisations patronales de pensions contrairement aux pensions à charge du Trésor public). Toutefois, une référence expresse à ce régime n'est pas nécessaire dans tous les projets de loi apportant des modifications à la législation relative aux pensions des agents de l'État dans la mesure où toute modification apportée à ce régime de pension est ipso facto applicable aux agents des organismes affiliés au pool des parastataux. En effet, suite au fait qu'ils ont volontairement demandé leur affiliation, ils bénéficient conformément à l'article 2 de la loi du 28 avril 1958, d'un régime de pension 'identique' à celui des agents de l'État » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0357/001, p. 5).

B.2.6.3. L'exposé des motifs offre aussi des éclaircissements quant à l'articulation entre les articles 5, 6 et 9 de la loi du 4 mars 2004 :

« En effet, une distinction doit être effectuée entre la charge budgétaire qui résulte du produit de la cotisation personnelle obligatoire du 1,5 % prévue à l'article 5 et la charge budgétaire des avantages complémentaires en matière de pension visés à l'article 9 et qui ne correspondent pas au produit de la cotisation personnelle de 1,5 %.

La cotisation personnelle de 1,5 % est toujours versée au Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions tant pour les managers des SFP que pour les personnes désignées dans une personne morale de droit public affiliée au pool. C'est toujours ce fonds qui supportera la charge budgétaire des avantages provenant de cette cotisation personnelle peu importe qu'ils soient payés sous forme de rente ou de capital.

Le pool des parastataux ne supportera quant à lui que la charge des autres avantages complémentaires visés à l'article 9 c'est-à-dire comme le précise cette disposition les avantages complémentaires... 'à l'exclusion du capital prévu à l'article 6 ou de la rente correspondante à ce capital dont la charge est supportée par le Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions'.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire verser au pool des parastataux (plutôt qu'au Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions) le produit de la cotisation personnelle des personnes affiliées puisque ce n'est pas le pool des parastataux qui supporte la charge des avantages complémentaires résultant des versements personnels et des intérêts y afférents » (*ibid.*, p. 6).

B.2.6.4. Il ressort de ce qui précède que les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein d'un organisme d'intérêt public affilié au pool des parastataux constituent un capital par le versement des cotisations personnelles obligatoires auprès du service fédéral des Pensions - lequel a remplacé le Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 mars 2016 « portant modification de la dénomination de l'Office national des Pensions en Service fédéral des Pensions, portant intégration des attributions et du personnel du Service des Pensions du Secteur public, des missions 'Pensions' des secteurs locaux et provinciaux de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale et de HR Rail et portant reprise du Service social collectif de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale ».

Avant la date de prise de cours des avantages complémentaires en matière de pension de retraite, ces titulaires peuvent demander que ce capital, ainsi que les intérêts qu'il a produits, leur soient versés. S'ils ne font pas cette demande, une rente correspondant à ce capital leur est versée par le service fédéral des Pensions à partir de la date de prise de cours des avantages complémentaires. Par conséquent, l'intervention financière du pool des parastataux se limite au montant des avantages complémentaires, qui est calculé en application de l'article 3 de la loi du 4 mars 2004 et déduction faite du capital ou de la rente précités.

B.2.7.1. L'article 14, non attaqué, de la loi du 13 avril 2019 insère un article 9/1 dans la loi du 4 mars 2004. Cette disposition concerne le financement des avantages complémentaires en matière de pension de retraite octroyés aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés en application de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 au sein d'un organisme d'intérêt public qui n'est pas affilié au pool des parastataux. L'article 9/1 dispose :

« Les avantages complémentaires en matière de pension de retraite accordés aux personnes visées à l'article 2, 2^o/1, à l'exception du capital visé à l'article 6 ou de la rente correspondante à ce capital dont la charge est supportée par le Service fédéral des Pensions, sont à charge de l'organisme dans lequel elles ont exercé leur fonction de management ou d'encadrement ».

B.2.7.2. Le commentaire de cette disposition indique :

« Conformément à l'article 9 de la loi du 4 mars 2004, l'avantage complémentaire est à charge du Pool des parastataux à condition que l'organisme d'intérêt public soit affilié à ce régime de pension.

Vu que - comme expliqué précédemment - FEDASIL est un organisme d'intérêt public qui n'est pas affilié au Pool des parastataux, FEDASIL doit elle-même supporter la charge de l'avantage complémentaire en matière de pension. À cet effet, le présent article insère un article 9/1 dans la loi du 4 mars 2004 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3577/001, p. 12).

B.2.7.3. Le financement des avantages complémentaires en matière de pension de retraite est donc à la charge de Fedasil, déduction faite du capital visé par l'article 6 de la loi du 4 mars 2004 ou de la rente correspondante à ce capital.

B.2.8. L'article 18, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 mars 2004 prévoit :

« La présente loi entre en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge* ».

B.2.9.1. Le législateur a toutefois mis en place un mécanisme permettant de valoriser, pour le calcul du montant des avantages complémentaires précités, les périodes de mandat effectuées avant cette date (ci-après : le mécanisme de rachat).

En effet, l'article 18, alinéa 4, de la même loi dispose :

« Pour les personnes visées à l'article 2, qui ont exercé des fonctions de management ou d'encadrement avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les périodes de mandat antérieures à cette date ne sont prises en compte qu'à condition que l'intéressé verse les cotisations personnelles visées à l'article 5 au Service fédéral des Pensions au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit la date précitée. Dans ce cas, le premier jour du mois qui suit le paiement du traitement prévu à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2 est remplacé par le premier jour du mois qui suit le versement ».

B.2.9.2. Le commentaire de cette disposition indique :

« Par ailleurs, les personnes qui exercent déjà actuellement une fonction de management, peuvent régulariser leur situation pour la période antérieure à la publication de la loi en versant les cotisations dues dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0357/001, p. 12).

B.2.10.1. L'article 15 de la loi du 13 avril 2019 insère un alinéa 5 dans l'article 18 de la loi du 4 mars 2004, qui dispose :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les personnes visées à l'article 2, 2^o/1, seules les périodes de mandat depuis le 1^{er} janvier 2019 sont prises en compte ».

Il s'agit de la première disposition attaquée.

B.2.10.2. Le commentaire de cet article (portant alors le numéro 13) indique :

« Les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès d'un organisme d'intérêt public tel que visé par l'arrêté royal du 16 novembre 2006, qui n'est pas affilié au Pool des parastataux, peuvent, uniquement pour les services de mandat qu'ils ont effectués après le 31 décembre 2018, prétendre à un avantage complémentaire en matière de pension tel que visé par la loi du 4 mars 2004. Ce n'est pas le cas pour les services de mandat prestés avant le 1^{er} janvier 2019 qui ne donnent quant à eux pas droit à un avantage complémentaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3577/001, p. 13).

B.2.11. L'article 16 de la loi du 13 avril 2019, seconde disposition attaquée, prévoit que le chapitre 6 de la loi précitée produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Quant au fond

B.3. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution par l'article 15 de la loi du 13 avril 2019.

Les parties requérantes soutiennent que l'article 15, attaqué, viole le principe d'égalité et de non-discrimination en ce que les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés, en application de l'article 10 de l'arrêté royal du 16 novembre 2006, au sein d'un organisme d'intérêt public non affilié au pool des parastataux ne bénéficient pas, pour le calcul du montant de l'avantage complémentaire en matière de pension de retraite, du droit de valoriser les périodes de mandat accomplies avant qu'ils aient été intégrés dans le régime des avantages complémentaires en matière de pension de retraite, alors que les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement dans un organisme d'intérêt public affilié au pool des parastataux peuvent le faire.

B.4. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.5. D'une part, c'est le propre d'une nouvelle règle d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entraînent dans le champ d'application de la règle antérieure et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de la nouvelle règle.

D'autre part, le propre d'une règle transitoire est d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de cette règle et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application d'une règle nouvelle.

B.6.1. En l'espèce, par le chapitre 6 de la loi du 13 avril 2019, le législateur a étendu aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein d'un organisme d'intérêt public non affilié au pool des parastataux un droit qu'il accorde depuis la loi du 4 mars 2004 aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein des services publics fédéraux ou des organismes d'intérêt public affiliés au pool des parastataux.

B.6.2. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 13 avril 2019 cités en B.2.4.3 que l'objectif du législateur était de permettre aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein de Fedasil de bénéficier également du régime des avantages complémentaires en matière de pension de retraite, alors que Fedasil n'est pas affiliée au pool des parastataux.

B.7. Le législateur a prévu que, pour les titulaires désignés au sein de Fedasil, seules les périodes de mandat postérieures au 1^{er} janvier 2019 sont prises en compte pour le calcul du montant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite.

Le législateur n'a toutefois pas supprimé, par la loi attaquée, la valorisation des périodes de mandat antérieures pour les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés dans un organisme d'intérêt public affilié au pool des parastataux, de sorte que ces mandataires continuent à bénéficier d'avantages complémentaires d'un montant plus élevé lors de leur départ à la retraite.

B.8.1. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le législateur n'a donc pas considéré qu'un changement de politique s'imposait pour le calcul du montant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite. En effet, il n'a pas abrogé l'article 18, alinéa 4, de la loi du 4 mars 2004, mais il a choisi d'introduire, dans l'article précité, un alinéa supplémentaire, qualifiée de disposition dérogatoire.

Il résulte de ce qui précède que la première disposition attaquée ne crée pas une différence de traitement pour les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein d'un organisme d'intérêt public affilié au pool des parastataux selon qu'ils se trouveraient dans une situation régie par l'ancienne législation ou dans une situation régie par la nouvelle législation.

B.8.2. La différence de traitement est également inexistante en ce qui concerne les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein d'un organisme d'intérêt public non affilié au pool des parastataux, comme Fedasil, dès lors que les périodes de mandat qu'ils ont accomplies avant le 1^{er} janvier 2019 ne sont pas valorisées dans le cadre de la nouvelle législation et ne l'étaient pas davantage dans le cadre de l'ancienne législation, laquelle excluait ces mandataires du bénéfice du régime des avantages complémentaires en matière de pension de retraite.

B.9. Par ailleurs, contrairement à ce que soutient encore le Conseil des ministres, la première disposition attaquée ne constitue pas une règle transitoire ou ne prévoit pas une règle transitoire dès lors que, pour toutes les personnes concernées par la règle nouvelle, c'est-à-dire les titulaires d'une fonction de management désignés au sein d'un organisme d'intérêt public non affilié au pool des parastataux, les périodes de mandat antérieures au 1^{er} janvier 2019 sont exclues du calcul du montant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite.

B.10. L'article 15 de la loi du 13 avril 2019 crée, en revanche, une différence de traitement entre, d'une part, les titulaires d'une fonction de management et d'encadrement désignés au sein d'un organisme d'intérêt public affilié au pool des parastataux et, d'autre part, les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein d'un organisme d'intérêt public non affilié au pool des parastataux, en ce que les seconds ne peuvent pas, au contraire des premiers, valoriser les périodes de mandat accomplies avant qu'ils aient été intégrés au sein du régime des avantages complémentaires en matière de pension de retraite, dès lors qu'il ne leur est pas permis de « racheter » les périodes concernées en versant au service fédéral des Pensions les cotisations personnelles correspondant à ces périodes.

B.11. La différence de traitement décrite en B.10 repose sur un critère objectif, à savoir l'affiliation ou non au pool des parastataux de l'organisme d'intérêt public auprès duquel le titulaire d'une fonction de management ou d'encadrement est désigné.

B.12. Pour établir sa politique en matière de pensions, le législateur dispose d'un large pouvoir d'appréciation.

Toutefois, si un droit est consenti à une catégorie de personnes et non à une autre, la Cour doit examiner si les dispositions attaquées sont proportionnées au but poursuivi et si elles n'ont pas d'effets disproportionnés à l'égard de la situation de l'une ou de l'autre de ces catégories de personnes. Par conséquent, il ne saurait être question de discrimination que si la différence de traitement qui résulte de l'application des règles en matière de pension entraîne une restriction disproportionnée des droits des personnes concernées.

B.13. Il ressort des mémoires du Conseil des ministres que la différence de traitement décrite en B.10 a été justifiée par des motifs d'ordre budgétaire et par des motifs d'ordre administratif.

B.14. La circonstance que Fedasil a retenu sur le traitement des titulaires d'une fonction de management une cotisation de sécurité sociale personnelle d'un taux de 13,07 % est indifférente pour déterminer la charge financière qui pèserait sur le budget Fedasil et, par la suite, sur le budget de l'État, dès lors que cette cotisation sociale a été prélevée dans le cadre du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, qui obéit à des règles de financement distinctes de celles qui s'appliquent au régime des avantages complémentaires en matière de pension de retraite.

B.15.1. Comme il est dit en B.2.7.3, il ressort de l'article 9/1 de la loi du 4 mars 2004 que la charge du financement des avantages complémentaires à la pension de retraite alloués aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement n'incombe à Fedasil que déduction faite du capital visé à l'article 6 de la loi du 4 mars 2004 ou de la rente correspondant à ce capital. Ce capital ou cette rente sont constitués par les cotisations personnelles obligatoires dont le titulaire d'une fonction de management ou d'encadrement doit s'acquitter en vertu de l'article 5 de la loi.

B.15.2. S'il est vrai que la prise en considération des périodes de mandat accomplies avant le 1^{er} janvier 2019 pour le calcul des avantages complémentaires à la pension de retraite alloués aux titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement constitue une charge financière pour le budget de Fedasil et, en conséquence, pour le budget de l'État, le Conseil des ministres ne démontre pas qu'au regard du nombre réduit de personnes concernées, cette charge financière serait disproportionnée.

B.16.1. Il ressort de l'article 3, § 1^{er} et 2, de la loi du 4 mars 2004 que le calcul du montant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite s'effectue selon la formule suivante : pour chaque mois d'exercice d'une fonction de management ou d'encadrement, le bénéficiaire a droit à des avantages correspondant à la différence entre, d'une part, 1/720^e du traitement de référence défini à l'article 3, § 2, et, d'autre part, la pension de retraite à charge du régime de pension des travailleurs salariés à laquelle il peut prétendre pour l'exercice de cette fonction. Les périodes qui ne forment pas un mois civil complet sont prises en compte à raison de leur durée exprimée en mois avec deux décimales.

Le traitement de référence se définit comme le traitement annuel de la classe à laquelle la fonction est liée compte tenu de sa pondération et qui a été effectivement accordé durant l'exercice de la fonction. Le traitement de référence et la pension de retraite de travailleur salarié sont établis à l'indice-pivot 138,01.

Les cotisations personnelles de 1,5 % dont doivent s'acquitter les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement qui souhaitent que les périodes de mandat qu'ils ont accomplies avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 mars 2004 soient valorisées sont également, conformément à l'article 5 de la loi, calculées sur la base du traitement de référence.

B.16.2. Le Conseil des ministres ne démontre pas que la reconstitution de carrière des titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement au sein des organismes d'intérêt public qui ne sont pas affiliés au pool des parastataux et, en particulier, la détermination de montant du traitement de référence causeraient une charge administrative excessive pour le service fédéral des Pensions.

B.16.3. La circonstance que Fedasil n'a été intégrée dans le système de banque de données de carrière électronique et de dossier électronique de pension que par la loi du 13 avril 2019 ne remet pas en cause ce constat, spécialement au regard du nombre réduit de personnes concernées. En outre, le titre 13 de la loi du 29 décembre 2010 « portant des dispositions diverses (I) », qui institue le système de banque de données de carrière électronique et de dossier électronique de pension, n'avait pas encore été adopté lors de la reconstitution de carrière des titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement au sein des organismes d'intérêt public affiliés au pool des parastataux dans le cadre du mécanisme de rachat instauré par l'article 18, alinéa 4, de la loi du 4 mars 2004. S'il est vrai que la reconstitution de carrière ne portait à l'époque que sur trois années maximum, elle concernait toutefois les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement désignés au sein de l'ensemble des SPF et des organismes d'intérêt public affiliés au pool des parastataux, de sorte que la charge de travail générée n'était pas sensiblement moins importante.

B.17. La différence de traitement n'est pas raisonnablement justifiée.

En ce qu'il est dirigé contre l'article 15 de la loi du 13 avril 2019, le moyen unique est fondé.

L'article 15 de la loi du 13 avril 2019, insérant un article 18, alinéa 5, dans la loi du 4 mars 2004, doit dès lors être annulé.

B.18. L'examen de l'article 15 précité au regard de l'article 23 de la Constitution ne pourrait conduire à une annulation plus étendue.

B.19. Le recours en annulation est également dirigé contre l'article 16 de la loi du 13 avril 2019 qui prévoit que le chapitre 6 de la loi précitée produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

L'annulation de l'article 16 de la loi du 13 avril 2019 n'est toutefois pas susceptible de procurer un avantage supplémentaire aux parties requérantes, de sorte qu'elles ne disposent pas d'un intérêt à poursuivre l'annulation de cette disposition.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 15 de la loi du 13 avril 2019 « portant des dispositions diverses en matière de pension »;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 18 mars 2021.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/201519]

Uittreksel uit arrest nr. 48/2021 van 18 maart 2021

Rolnummer 7269

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 15 en 16 van de wet van 13 april 2019 « houdende diverse bepalingen inzake pensioenen », ingesteld door Jean-Pierre Luxen en Fanny François.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, en de rechters T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 oktober 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 oktober 2019, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 15 en 16 van de wet van 13 april 2019 « houdende diverse bepalingen inzake pensioenen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2019) door Jean-Pierre Luxen en Fanny François, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. V. Letellier, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1. Het beroep is gericht tegen de artikelen 15 en 16 van de wet van 13 april 2019 « houdende diverse bepalingen inzake pensioenen » (hierna : de wet van 13 april 2019). Beide bestreden bepalingen maken deel uit van hoofdstuk 6 van de wet van 13 april 2019, waarbij verscheidene wijzigingen worden aangebracht in de wet van 4 maart 2004 « houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst » (hierna : de wet van 4 maart 2004).

B.2.1. Bij de wet van 4 maart 2004 wordt een regeling ingevoerd van aanvullende voordelen inzake rustpensioen voor bepaalde categorieën van houders van een management- of staffunctie.

B.2.2. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 4 maart 2004 wordt vermeld :

« Het wetsontwerp dat voorgelegd wordt aan de Commissie heeft tot doel een aanvullend pensioenstelsel van een bijzonder type in te richten.

Aan de basis van het ontwerp liggen de koninklijke besluiten van 29 oktober 2001 en 2 oktober 2002, die de statutaire toestand regelen van de personen die aangesteld zijn om een management- of staffunctie uit te oefenen in de federale overheidsdiensten. Met deze teksten heeft de Regering duidelijk geopteerd de personen met een management- of staffunctie te onderwerpen aan de pensioenregeling van de werknemers.

Ze heeft eveneens beslist omtrent de deelname van de betrokkenen aan een aanvullende pensioenregeling, gefinancierd door persoonlijke en werkgeversbijdragen, toegevoegd aan het wettelijk pensioen van de [eerste] pijler waarop ze aanspraak zullen kunnen maken.

Vervolgens werd besloten hetzelfde stelsel toe te passen op personen aangesteld om een analoge management- of staffunctie uit te oefenen in de instellingen van openbaar nut aangesloten bij het pensioenregime voorzien door de wet van 28 april 1958 (Pool der Parastatalen) en die gedurende hun mandaat onderworpen zijn aan het pensioenregime van de werknemers. Hetzelfde geldt voor de [...] wetenschappelijke instellingen van de Staat.

De gefedereerde entiteiten zullen ook, indien ze dit wensen, hetzelfde regime kunnen toepassen op hun managers.

Het is belangrijk op te merken dat de personen waarvan sprake in het wetsontwerp en die dus een management- of staffunctie uitoefenen, tijdelijk aangesteld zijn binnen het kader van een statutaire relatie. Met andere woorden, de sociale bescherming voor de managers ressorteert niet onder de tweede pensioenpijler (sectoriële en ondernemingspensioenen). Het betreft een sociale bescherming *sui generis* geregeld door de wet met als doel beter te beantwoorden aan de specifieke situatie van de betrokkenen.

Het voorgesteld aanvullend pensioenregime richt zich enigszins naar een stelsel met vastgestelde prestaties, wat een resultaatsverbintenis [ten] laste legt van de publieke werkgever.

Daar dit stelsel wettelijk en reglementair is, bestaat de verplichting eraan deel te nemen gedurende de periode van het mandaat.

Het pensioen van de mandatarissen bestaat in deze optiek dus uit drie bestanddelen (het totaal maakt het te bereiken doel uit) :

- het pensioen van werknemer
- het aanvullend deel uit de door de mandataris gestorte persoonlijke bijdragen
- het aanvullend deel gedragen door de Staat.

De persoonlijke bijdrage van de mandataris is vastgesteld op 1,5 % van de refertewedde en is gestort aan het Fonds voor het Evenwicht van de Pensioenstelsels. Dit fonds zal de budgettaire last dragen van de voordelen voortvloeiend uit de persoonlijke bijdrage.

Het bestanddeel van het ' te bereiken doel ' gevormd door het pensioen van werknemer beantwoordt aan het maximale pensioen dat op jaarbasis kan bekomen worden in de pensioenregeling der werknemers, hetzij aan de huidige index een bedrag van 531,19 euro per jaar (1/45 van 60 % van het huidig inkomensplafond). Dit bestanddeel zal derhalve ruimschoots gedekt zijn door de werkgevers (8,86 %) en de persoonlijke bijdragen (7,5 %) inzake pensioen gestort aan de sociale zekerheid, daar de bijdragen berekend zijn op de totaliteit van een verhoogd loon, daar waar het bekomen pensioenbedrag beperkt is.

Het bijkomend bestanddeel van het ' te bereiken doel ' ten laste van de openbare Schatkist is voorzien in de begroting. Ze beantwoordt aan het verschil tussen enerzijds de vastgestelde te bereiken prestatie, en anderzijds het totaal van het werknemerspensioen en van de rente uit de persoonlijke bijdragen, verhoogd met de hieruit voortvloeiende interesten.

Het pensioen wordt berekend voor ieder uitgeoefend mandaat. Voor ieder van deze mandaten, is het het ontvangen loon, aangepast aan de evolutie van de index, [dat] als basis dient voor de berekening van het pensioen.

[...]

Gedurende de periode van het mandaat, leveren de managers, of ze nu uit de privé of de publieke sector komen, identieke prestaties in het kader van een statutaire aanstelling voor eenzelfde werkgever en moeten ze derhalve op dezelfde wijze behandeld worden.

[...]

Om te besluiten, zou ik de nadruk willen leggen op het feit dat niettegenstaande de aanpassingen die zullen aangebracht worden aan de zogenaamde ' Copernicus '- hervorming, de nieuwe regels dringend moeten geïntegreerd worden in het rechtssysteem, daar de eerste personen die aangesteld werden om een managementfunctie uit te oefenen in dienst zijn getreden eind 2001 » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0357/003, pp. 3-5).

B.2.3.1. Vóór de inwerkingtreding van hoofdstuk 6 van de wet van 13 april 2019 bepaalde artikel 2 van de wet van 4 maart 2004 :

« Dit hoofdstuk is van toepassing :

1°) op de personen die werden aangesteld om een managementfunctie uit te oefenen met toepassing van artikel 10, § 1 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten;

2°) op de personen die werden aangesteld om een staffunctie uit te oefenen met toepassing van artikel 9, § 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten;

3°) op de personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen die vergelijkbaar is met deze bedoeld in 1° of in 2° in een instelling van openbaar nut die aangesloten is bij het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden en die onderworpen zijn aan de pensioenregeling van de werknemers;

4°) op de personen die, ten gevolge van hun aanstelling om een management- of staffunctie uit te oefenen die vergelijkbaar is met deze bedoeld in 1° of in 2° in een wetenschappelijke instelling van de Staat of in een gefedereerde entiteit, onderworpen zijn aan de pensioenregeling van de werknemers;

5°) op de personen die ten gevolge van hun aanstelling om een managementfunctie uit te oefenen die vergelijkbaar is met deze bedoeld in 1° bij de Pensioendienst voor de overheidssector vóór [zijn] ontbinding, onderworpen zijn aan de pensioenregeling van de werknemers ».

B.2.3.2. Bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 « betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten », waarvan het opschrift is gewijzigd in koninklijk besluit van 29 oktober 2001 « betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten », en bij het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 « betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten », waarvan het opschrift is gewijzigd in koninklijk besluit van 2 oktober 2002 « betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten », wordt binnen de federale overheidsdiensten de mandaatregeling ingesteld voor de houders van een management- of staffunctie.

B.2.3.3. Het pensioenstelsel dat is ingesteld bij de wet van 28 april 1958 « betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden » is een repartitiesysteem voor pensioenen dat solidair wordt gefinancierd met het geheel van de bijdragen van de aan de wet onderworpen instellingen van openbaar nut. Het geheel van de bij dat stelsel aangesloten instellingen van openbaar nut wordt aangeduid met de uitdrukking « Pool der Parastatalen » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0357/001, pp. 5-6, 8-9 en 11; *ibid.*, DOC 51-0357/003, pp. 3 en 11; *Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, pp. 12-13). Luidens artikel 12 van de wet van 28 april 1958 stemmen de bijdragen overeen met een percentage van de maandweden die door de voormelde instellingen van openbaar nut worden uitbetaald aan hun personeelsleden die bekleed zijn met een vaste of daarmee gelijkgestelde benoeming. Dat percentage is gelijk aan de verhouding die de kostprijs van de pensioenen van het lopende jaar vertegenwoordigt ten opzichte van het voor datzelfde jaar geraamde bedrag van de weddemassa van het geheel van de bij de pool der parastatalen aangesloten instellingen.

B.2.4.1. Bij het niet-bestreden artikel 13 van de wet van 13 april 2019 wordt het toepassingsgebied *ratione personae* van de wet van 4 maart 2004 uitgebreid tot een nieuwe categorie van gerechtigden door in artikel 2 ervan een bepaling onder 2°/1 in te voegen, luidende :

« 2°/1. op de personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen met toepassing van artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut en voor zover de betrokken instelling van openbaar nut niet is aangesloten bij het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden ».

B.2.4.2. Bij het koninklijk besluit van 16 november 2006 « betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut » (hierna : het koninklijk besluit van 16 november 2006) wordt de mandaatregeling ingesteld voor de houders van een management- of staffunctie in de bij artikel 1 ervan beoogde instellingen van openbaar nut, waaronder het Federaal Agentschap voor de Opvang van Azielzoekers (hierna : Fedasil).

B.2.4.3. Ook al wordt de in artikel 2, 2°/1, van de wet van 4 maart 2004 beoogde categorie van personen in algemene termen beschreven, uit de toelichting bij het wetsvoorstel «houdende diverse bepalingen inzake pensioenen», dat geleid heeft tot de wet van 13 april 2019, blijkt dat de wetgever hoofdzakelijk de bedoeling had het recht op de aanvullende voordelen inzake rustpensioen uit te breiden tot de houders van een management- of staffunctie bij Fedasil :

« Hoofdstuk 5 breidt het toepassingsveld van de wet van 4 maart 2004 houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst uit tot de personen die een management- of staffunctie uitoefenen bij FEDASIL » (*Parl. St., Kamer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, p. 3*).

B.2.4.4. In de bespreking van artikel 11 van het wetsvoorstel, dat artikel 13 van de wet van 13 april 2019 is geworden, wordt uiteengezet :

« Het mandaatsstelsel voor de management- en staffuncties werd bij de federale overheidsdiensten ingevoerd bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties binnen de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en bij het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van staffuncties binnen de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten. Met het oog op de harmonisering van de regels inzake het federaal administratief openbaar ambt werd het systeem van management- en staffuncties veralgemeend tot andere federale overheidsinstellingen. In dat kader heeft het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut het systeem van management- en staffuncties ingevoerd in een aantal instellingen van openbaar nut.

Het merendeel van deze instellingen van openbaar nut is voor zijn statutaire personeelsleden aangesloten bij het pensioensstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden (Pool der parastatalen) waardoor aan de personen die binnen deze instellingen werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen - bovenop het werknemerspensioen - een aanvullend pensioenvoordeel wordt toegekend op grond van artikel 2, 3°) van de wet van 4 maart 2004 houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst.

Dit is evenwel niet het geval voor de personen die een management- of staffunctie uitoefenen bij het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers (FEDASIL). FEDASIL is immers niet aangesloten bij de Pool der parastatalen waardoor het niet onder het toepassingsgebied van de wet van 4 maart 2004 valt. Bijgevolg hebben de personen die een management- of staffunctie uitoefenen bij FEDASIL in de huidige stand van de wetgeving geen recht op een aanvullend pensioenvoordeel voor hun mandaatdiensten.

Artikel 11 maakt deze lacune ongedaan en voorziet dat ook aan de personen die een management- of staffunctie uitoefenen bij FEDASIL een aanvullend voordeel wordt toegekend, door middel van toevoeging van een punt 2°/1 in artikel 2 van de voormelde wet van 4 maart 2004 » (*ibid.*, pp. 11-12).

B.2.5. De artikelen 3 tot 6 van de wet van 4 maart 2004 bepalen :

« Art. 3. § 1. De in artikel 2 bedoelde persoon heeft, voor elke maand diensttijd in een management- of staffunctie, recht op aanvullende voordelen inzake rustpensioen die beantwoorden aan het verschil tussen enerzijds 1/720 van de in § 2 bepaalde referentiewedde en anderzijds het rustpensioen ten laste van de pensioenregeling van de werknemers waarop hij aanspraak kan maken voor de uitoefening van deze functie.

De perioden die geen volledige kalendermaand vormen, worden in aanmerking genomen ten belope van hun duur uitgedrukt in maanden met twee decimalen.

§ 2. De in § 1 bedoelde referentiewedde is de jaarwedde van de klas waaraan de functie is gekoppeld ten gevolge van haar weging en die werkelijk werd toegekend tijdens de uitoefening van de functie.

De referentiewedde en het rustpensioen van werknemer worden vastgesteld aan het spilindexcijfer 138,01.

§ 3. In geval van toepassing van artikel 6, § 1 wordt de fictieve rente die beantwoordt aan het uitgekeerde kapitaal, afgetrokken van de in § 1 bedoelde aanvullende voordelen.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de omzetting van het kapitaal in een rente uitgevoerd overeenkomstig de nadere regels bepaald in het koninklijk besluit van 24 maart 1994 houdende diverse wijzigingen in de regeling inzake de pensioenen van de openbare sector.

§ 4. De in § 1 bedoelde aanvullende voordelen gaan in op de eerste dag van de maand van de inbetalingstelling van het wettelijk pensioen waarop de in artikel 2 bedoelde persoon aanspraak kan maken ten laste van de pensioenregeling van de werknemers.

In afwijking van het eerste lid kan de in artikel 2 bedoelde persoon die, uit hoofde van een andere functie dan zijn management- of staffunctie, aanspraak kan maken op een rustpensioen met toepassing van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, vragen dat de in § 1 bedoelde aanvullende voordelen ingaan op de ingangsdatum van dat rustpensioen.

§ 5. Het overeenkomstig de bepalingen van § 1 berekende bedrag van de aanvullende voordelen is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 en evolueert op dezelfde manier als de pensioenen ten laste van de Staatskas.

Art. 4. De in artikel 3, § 1, bepaalde aanvullende voordelen die toegekend worden aan de in artikel 2, 1°, 2° en 4° bedoelde personen, worden uitbetaald door de Federale Pensioendienst.

Art. 5. De in artikel 3, § 2, eerste lid bepaalde referentiewedde is onderworpen aan een verplichte persoonlijke bijdrage vastgesteld op 1,5 pct.

De opbrengst van deze persoonlijke bijdrage wordt elke maand door de dienst die de wedde betaalt, gestort aan de Federale Pensioendienst. Deze storting moet bij deze pensioendienst toekomen uiterlijk de vijfde werkdag die volgt op de dag van de betaling van de wedde.

Indien de opbrengst van de in het vorige lid bedoelde bijdrage ontoereikend is om de in artikel 4 bedoelde aanvullende voordelen te betalen, zal de Federale Pensioendienst de in artikel 68ter, § 5, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen bedoelde ontvangsten aanwenden om deze voordelen te financieren.

Art. 6. § 1. Indien de in artikel 2 bedoelde persoon dit vóór de ingangsdatum van de in artikel 3, § 1 bepaalde aanvullende voordelen vraagt, kan een deel van die voordelen hem worden uitgekeerd in de vorm van een kapitaal.

Het in het eerste lid bedoelde deel van de aanvullende voordelen is gelijk aan de opbrengst van de in artikel 5, eerste lid bedoelde persoonlijke bijdragen, verhoogd met interest die, per volledige kalendermaand, berekend wordt op basis van de rentevoet van 3,5 pct. per jaar. Deze interest heeft betrekking op de periode begrepen tussen de eerste dag van de maand die volgt op de betaling van de wedde en de laatste dag van de maand die de ingangsdatum van de aanvullende voordelen voorafgaat.

De Koning kan de in het tweede lid bepaalde rentevoet wijzigen overeenkomstig de evolutie van de rentevoeten van de markt.

§ 2. In geval van overlijden van een in artikel 2 bedoelde persoon vóór de ingangsdatum van de aanvullende voordelen, wordt het in § 1 bedoelde kapitaal gestort aan de langstlevende echtgenoot. Als er geen langstlevende echtgenoot is, wordt dit kapitaal gestort aan de kinderen van de overledene die op de datum van het overlijden kinderbijslag genieten. Als er geen langstlevende echtgenoot en geen hiervoor bepaalde kinderen zijn, wordt het gedeelte van dit kapitaal dat beantwoordt aan de tijdens het huwelijk met de uit de echt gescheiden echtgenoot gestorte bijdragen, gestort aan die echtgenoot, op voorwaarde dat deze laatste niet opnieuw in het huwelijk is getreden. In deze gevallen wordt de interest berekend tot de laatste dag van de maand van het overlijden.

Het eerste lid wordt toegepast op aanvraag van de betrokkenen.

§ 3. De krachtens dit artikel toegekende kapitalen worden uitbetaald door de Federale Pensioendienst ».

B.2.6.1. Artikel 9 van de wet van 4 maart 2004 bepaalt :

« De aan de in artikel 2, 3^o bedoelde personen toegekende aanvullende voordelen inzake rustpensioen, met uitzondering van het in artikel 6 bepaalde kapitaal of van de aan dit kapitaal beantwoordende rente waarvan de last gedragen wordt door de Federale Pensioendienst, zijn ten laste van het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

De bepalingen van artikel 12 van voormelde wet van 28 april 1958 zijn toepasselijk op de in het eerste lid bepaalde aanvullende voordelen. Voor de in artikel 2, 3^o bedoelde personen wordt het percentage dat voortvloeit uit de toepassing van artikel 12, § 2 van die wet, evenwel verminderd ten belope van de som van het in artikel 5, eerste lid bepaalde percentage en van dat bepaald in artikel 38, § 3, 1^o van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Om het uit de toepassing van artikel 12, § 2 van voormelde wet van 28 april 1958 voortvloeiende percentage te bepalen, worden de uitgaven inzake de in het eerste lid bedoelde aanvullende voordelen alsook de opbrengst van de in het tweede lid bedoelde bijdragen in aanmerking genomen ».

B.2.6.2. In de memorie van toelichting bij de wet van 4 maart 2004 wordt vermeld :

« De aansluiting bij de Pool der Parastatalen heeft tot gevolg dat alle wettelijke wijzigingen die aangebracht worden aan het pensioenstelsel dat voorzien is door de wet van 28 april 1958 automatisch toepasselijk zullen zijn op de personeelsleden van de aangesloten instellingen, ongeacht of het instellingen betreft die afhangen van de federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest, alsook op hun rechthebbenden.

In dit opzicht kan men eveneens verduidelijken dat het ontwerp enkel uitdrukkelijk verwijst naar de instellingen van openbaar nut die aangesloten zijn bij de Pool der Parastatalen omdat bijzondere nadere regels inzake de financiering bepaald moeten worden (gezien het feit dat de Pool der Parastatalen een repartitiestelsel is dat gefinancierd wordt door pensioenbijdragen van de werkgevers, in tegenstelling tot de pensioenen ten laste van de Staatskas). Een uitdrukkelijke verwijzing naar dat stelsel is evenwel niet nodig in alle wetsontwerpen die wijzigingen aanbrengen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de personeelsleden van de Staat in de mate waarin elke wijziging die aangebracht wordt aan dat pensioenstelsel *ipso facto* toepasselijk is op de personeelsleden van de instellingen die aangesloten zijn bij de Pool der Parastatalen. Als gevolg van het feit dat zij uit eigen beweging hun aansluiting gevraagd hebben, genieten zij immers, overeenkomstig artikel 2 van de wet van 28 april 1958, een pensioenstelsel dat ' identiek ' is aan dat van de personeelsleden van de Staat » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0357/001, p. 5).

B.2.6.3. De memorie van toelichting biedt ook opheldering over de samenhang tussen de artikelen 5, 6 en 9 van de wet van 4 maart 2004 :

« Er moet immers een onderscheid gemaakt worden tussen de budgettaire last die voortvloeit uit de opbrengst van de verplichte persoonlijke bijdrage van 1,5 % , zoals voorzien in artikel 5, en de budgettaire last van de aanvullende voordelen inzake pensioenen, zoals bedoeld in artikel 9, en die niet overeenstemt met de opbrengst van de persoonlijke bijdrage van 1,5 % .

De persoonlijke bijdrage van 1,5 % wordt zowel voor de managers van de FOD's als voor de personen die aangeduid zijn in een rechtspersoon van publiek recht die aangesloten is bij de Pool, steeds gestort aan het Fonds voor het Evenwicht van de Pensioenstelsels. Dat fonds zal steeds de budgettaire last dragen van de voordelen die voortvloeien uit deze persoonlijke bijdrage, ongeacht of zij betaald worden in de vorm van een rente of een kapitaal.

De Pool der Parastatalen zal dus slechts de last van de andere, in artikel 9 bedoelde aanvullende voordelen dragen, namelijk zoals wordt bepaald in dit artikel de aanvullende voordelen... ' met uitzondering van het in artikel 6 bepaalde kapitaal of van de aan dit kapitaal beantwoordende rente waarvan de last gedragen wordt door het Fonds voor het Evenwicht van de Pensioenstelsels '.

Bijgevolg is het niet nodig de opbrengst van de persoonlijke bijdragen van aangesloten personen te laten storten aan de Pool der Parastatalen (in plaats van aan het Fonds voor het Evenwicht van de Pensioenstelsels), omdat het niet de Pool der Parastatalen is die de last draagt van de aanvullende voordelen die voortvloeien uit de persoonlijke stortingen en de eraan verbonden interesten » (*ibid.*, p. 6).

B.2.6.4. Uit het voorgaande blijkt dat de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die is aangesloten bij de pool der parastatalen een kapitaal opbouwen door het storten van verplichte persoonlijke bijdragen aan de Federale Pensioendienst - die het Fonds voor het Evenwicht van de Pensioenstelsels heeft vervangen sinds de inwerkingtreding van de wet van 18 maart 2016 « tot wijziging van de benaming van de Rijksdienst voor Pensioenen in Federale Pensioendienst, tot integratie van de bevoegdheden en het personeel van de Pensioendienst voor de Overheidssector, van de opdrachten ' Pensioenen ' van de lokale en provinciale sectoren van de Dienst voor de Bijzondere socialezekerheidsstelsels en van HR Rail en tot overname van de gemeenschappelijke sociale dienst van de Dienst voor de Bijzondere socialezekerheidsstelsels ».

Vóór de ingangsdatum van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen, kunnen die houders vragen dat dat kapitaal, alsook de interesten die het heeft opgebracht, hun worden uitbetaald. Indien zij die aanvraag niet doen, wordt hun door de Federale Pensioendienst vanaf de ingangsdatum van de aanvullende voordelen een rente uitbetaald die met dat kapitaal overeenstemt. Bijgevolg is de financiële tegemoetkoming van de pool der parastatalen beperkt tot het bedrag van de aanvullende voordelen, dat wordt berekend met toepassing van artikel 3 van de wet van 4 maart 2004 en na aftrek van het voormelde kapitaal of de voormelde rente.

B.2.7.1. Bij het niet-bestreden artikel 14 van de wet van 13 april 2019 wordt een artikel 9/1 ingevoegd in de wet van 4 maart 2004. Die bepaling betreft de financiering van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen die worden toegekend aan de houders van een management- of staffunctie die met toepassing van het koninklijk besluit van 16 november 2006 zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die niet is aangesloten bij de pool der parastatalen. Artikel 9/1 bepaalt :

« De aan de in artikel 2, 2^o/1 bedoelde personen toegekende aanvullende voordelen inzake rustpensioen, met uitzondering van het in artikel 6 bepaalde kapitaal of van de aan dit kapitaal beantwoordende rente waarvan de last gedragen wordt door de Federale Pensioendienst, zijn ten laste van de instelling waar zij hun management- of staffunctie hebben uitgeoefend ».

B.2.7.2. In de bespreking van die bepaling wordt vermeld :

« Overeenkomstig artikel 9 van de wet van 4 maart 2004 valt het aanvullend voordeel ten laste van de Pool der parastatalen indien de instelling van openbaar nut bij dit pensioenstelsel is aangesloten.

Aangezien - zoals hierboven gesteld - FEDASIL een instelling van openbaar nut is die niet bij de Pool der parastatalen is aangesloten, dient FEDASIL zelf de last van het aanvullend pensioenvoordeel te dragen. Huidig artikel voegt hiertoe een artikel 9/1 in de wet van 4 maart 2004 in » (*Parl. St., Kamer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, p. 12*).

B.2.7.3. De financiering van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen is dus ten laste van Fedasil, na aftrek van het in artikel 6 van de wet van 4 maart 2004 bedoelde kapitaal of van de rente die met dat kapitaal overeenstemt.

B.2.8. Artikel 18, eerste lid, van de wet van 4 maart 2004 bepaalt :

« Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.2.9.1. De wetgever heeft echter een mechanisme ingesteld dat het mogelijk maakt om, voor de berekening van het bedrag van de voormelde aanvullende voordelen, de vóór die datum volbrachte mandaatperioden te valoriseren (hierna : het afkoopmechanisme).

Immers, artikel 18, vierde lid, van dezelfde wet bepaalt :

« Voor de in artikel 2 bedoelde personen die management- of staffuncties uitgeoefend hebben vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet, worden de mandaatperioden vóór deze datum slechts in aanmerking genomen, op voorwaarde dat betrokkene de in artikel 5 bedoelde persoonlijke bijdragen stort aan Federale Pensioendienst uiterlijk de laatste dag van de zesde maand die volgt op voormelde datum. In dat geval wordt de in artikel 6, § 1, tweede lid bepaalde eerste dag van de maand die volgt op de betaling van de wedde vervangen door de eerste dag van de maand die volgt op de storting ».

B.2.9.2. In de bespreking van die bepaling wordt vermeld :

« Verder kunnen personen die thans reeds een managementfunctie uitoefenen, hun toestand regulariseren voor de periode vóór de bekendmaking van de wet door de verschuldigde stortingen te doen binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van de wet » (*Parl. St., Kamer, 2003-2004, DOC 51-0357/001, p. 12*).

B.2.10.1. Bij artikel 15 van de wet van 13 april 2019 wordt in artikel 18 van de wet van 4 maart 2004 een vijfde lid ingevoegd, dat luidt :

« In afwijking van het vorige lid worden voor de in artikel 2, 2^o/1, bedoelde personen slechts de mandaatperioden vanaf 1 januari 2019 in aanmerking genomen ».

Het gaat om de eerste bestreden bepaling.

B.2.10.2. In de bespreking van dat artikel (dat destijds het nummer 13 draagt) wordt vermeld :

« De personen die een management- of staffunctie uitoefenen bij een instelling van openbaar nut zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 16 november 2006 die niet is aangesloten bij de Pool der parastatalen kunnen enkel voor de mandaatdiensten die zij n^o 31 december 2018 verrichten aanspraak maken op een aanvullend pensioenvoordeel zoals bedoeld in de wet van 4 maart 2004. Dit is niet het geval voor hun vóór 1 januari 2019 verrichte mandaatdiensten » (*Parl. St., Kamer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, p. 13*).

B.2.11. Bij artikel 16 van de wet van 13 april 2019, de tweede bestreden bepaling, wordt erin voorzien dat hoofdstuk 6 van de voormelde wet uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2019.

Ten gronde

B.3. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet door artikel 15 van de wet van 13 april 2019.

De verzoekende partijen betogen dat het bestreden artikel 15 het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie schendt in zoverre de houders van een management- of staffunctie die, met toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit van 16 november 2006, zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die niet is aangesloten bij de pool der parastatalen, voor de berekening van het bedrag van het aanvullend voordeel inzake rustpensioen, niet het recht genieten om de mandaatperioden te valoriseren die zijn volbracht vooraleer zij zijn opgenomen in de regeling van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen, terwijl de houders van een management- of staffunctie in een instelling van openbaar nut die is aangesloten bij de pool der parastatalen, dat recht wel kunnen genieten.

B.4. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.5. Enerzijds, is het inherent aan een nieuwe regeling dat een onderscheid wordt gemaakt tussen personen die zijn betrokken bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de vroegere regeling vallen en personen die zijn betrokken bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de nieuwe regeling vallen.

Anderzijds, is het eigen aan een overgangsregel dat daarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de personen op wie rechtstoestanden betrekking hebben die onder het toepassingsgebied van die regel vallen en de personen op wie rechtstoestanden betrekking hebben die onder het toepassingsgebied van een nieuwe regel vallen.

B.6.1. Te dezen heeft de wetgever, bij hoofdstuk 6 van de wet van 13 april 2019, een recht dat hij sinds de wet van 4 maart 2004 toekent aan de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in de federale overheidsdiensten of de instellingen van openbaar nut die zijn aangesloten bij de pool der parastatalen, uitgebreid tot de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die niet is aangesloten bij de pool der parastatalen.

B.6.2. Uit de in B.2.4.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding van de wet van 13 april 2019 blijkt dat de doelstelling van de wetgever erin bestond de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld bij Fedasil de mogelijkheid te bieden ook het voordeel van de regeling van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen te genieten, terwijl Fedasil niet is aangesloten bij de pool der parastatalen.

B.7. De wetgever heeft bepaald dat, wat de bij Fedasil aangestelde mandaathouders betreft, alleen rekening wordt gehouden met de mandaatperioden na 1 januari 2019 voor de berekening van het bedrag van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen.

De wetgever heeft, voor de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die is aangesloten bij de pool der parastatalen, de valorisatie van de vroegere mandaatperioden echter niet afgeschaft bij de bestreden wet, zodat die mandaathouders bij hun pensionering een hoger bedrag aan aanvullende voordelen blijven genieten.

B.8.1. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad betoogt, is de wetgever dus niet van mening geweest dat voor de berekening van het bedrag van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen een beleidswijziging geboden was. Hij heeft artikel 18, vierde lid, van de wet van 4 maart 2004 immers niet opgeheven, maar hij heeft ervoor gekozen om in het voormelde artikel een, als afwijkingsbepaling aangemerkt, extra lid in te voeren.

Uit het voorgaande volgt dat de eerste bestreden bepaling geen verschil in behandeling doet ontstaan voor de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die is aangesloten bij de pool der parastatalen naargelang zij zich zouden bevinden in een toestand die door de vroegere wetgeving wordt geregeld of in een toestand die door de nieuwe wetgeving wordt geregeld.

B.8.2. Het verschil in behandeling is ook onbestaande wat betreft de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die niet is aangesloten bij de pool der parastatalen, zoals Fedasil, aangezien de mandaatperioden die zij vóór 1 januari 2019 hebben volbracht, niet worden gevaloriseerd in het kader van de nieuwe wetgeving en dat evenmin waren in het kader van de vroegere wetgeving, die die mandaathouders uitsloot van het voordeel van de regeling van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen.

B.9 In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad voorts betoogt, vormt de eerste bestreden bepaling overigens geen overgangsregel of voorziet zij niet in een overgangsregeling, aangezien voor alle personen op wie de nieuwe regel betrekking heeft, dat wil zeggen de houders van een managementfunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die niet is aangesloten bij de pool der parastatalen, de mandaatperioden vóór 1 januari 2019 van de berekening van het bedrag van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen zijn uitgesloten.

B.10. Artikel 15 van de wet van 13 april 2019 doet daarentegen een verschil in behandeling ontstaan tussen, enerzijds, de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die is aangesloten bij de pool der parastatalen en, anderzijds, de houders van een management- of staffunctie die zijn aangesteld in een instelling van openbaar nut die niet is aangesloten bij de pool der parastatalen, in zoverre de tweeden, in tegenstelling tot de eersten, de mandaatperioden die zij hebben volbracht alvorens zij zijn opgenomen in de regeling van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen niet kunnen valoriseren, aangezien het hun niet is toegestaan de betrokken perioden « af te kopen » door aan de Federale Pensioendienst de met die perioden overeenstemmende persoonlijke bijdragen te storten.

B.11. Het in B.10 beschreven verschil in behandeling berust op een objectief criterium, namelijk het feit of de instelling van openbaar nut waarbij de houder van een management- of staffunctie is aangesteld al dan niet bij de pool der parastatalen is aangesloten.

B.12. Bij het bepalen van zijn pensioenbeleid beschikt de wetgever over een ruime beoordelingsbevoegdheid.

Indien evenwel een recht wordt toegekend aan een categorie van personen en niet aan een andere, dient het Hof te onderzoeken of de bestreden bepalingen evenredig zijn met het nagestreefde doel en of zij geen onevenredige gevolgen hebben ten aanzien van de situatie van de ene of de andere van die categorieën van personen. Van discriminatie zou derhalve slechts sprake zijn indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van de pensioenregels een onevenredige beperking van de rechten van de betrokken personen met zich zou meebrengen.

B.13. Uit de memories van de Ministerraad blijkt dat het in B.10 beschreven verschil in behandeling door budgettaire en administratieve redenen is verantwoord.

B.14. De omstandigheid dat Fedasil op de wedde van de houders van een managementfunctie een persoonlijke socialezekerheidsbijdrage van 13,07 % heeft ingehouden, heeft geen belang bij het bepalen van de financiële last die op de begroting van Fedasil en vervolgens op de begroting van de Staat zou wegen, aangezien die sociale bijdrage is geheven in het kader van het socialezekerheidsstelsel voor werknemers, dat andere financieringsregels volgt dan die welke van toepassing zijn op de regeling van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen.

B.15.1. Zoals in B.2.7.3 is vermeld, blijkt uit artikel 9/1 van de wet van 4 maart 2004 dat de last van de financiering van de aanvullende voordelen bij het rustpensioen dat wordt toegekend aan de houders van een management- of staffunctie slechts op Fedasil rust na aftrek van het in artikel 6 van de wet van 4 maart 2004 bedoelde kapitaal of van de rente die met dat kapitaal overeenstemt. Dat kapitaal of die rente worden gevormd door de verplichte persoonlijke bijdragen die de houder van een management- of staffunctie krachtens artikel 5 van de wet dient te betalen.

B.15.2. Hoewel het juist is dat de inaanmerkingneming van de vóór 1 januari 2019 volbrachte mandaatperioden voor de berekening van de aanvullende voordelen bij het rustpensioen dat wordt toegekend aan de houders van een management- of staffunctie een financiële last vormt voor de begroting van Fedasil en, bijgevolg, voor de begroting van de Staat, toont de Ministerraad niet aan dat ten opzichte van het beperkte aantal betrokken personen, die financiële last onevenredig zou zijn.

B.16.1. Uit artikel 3, § 1 en 2, van de wet van 4 maart 2004 blijkt dat de berekening van het bedrag van de aanvullende voordelen inzake rustpensioen gebeurt volgens de volgende formule: voor elke maand diensttijd in een management- of staffunctie, heeft de gerechtigde recht op voordelen die overeenstemmen met het verschil tussen enerzijds 1/720 van de in artikel 3, § 2, bepaalde referentiewedde en anderzijds het rustpensioen ten laste van de pensioenregeling van de werknemers waarop hij aanspraak kan maken voor de uitoefening van die functie. De perioden die geen volledige kalendermaand vormen, worden in aanmerking genomen ten belope van hun duur uitgedrukt in maanden met twee decimalen.

De referentiewedde wordt gedefinieerd als de jaarwedde van de klas waaraan de functie is gekoppeld ten gevolge van haar weging en die werkelijk werd toegekend tijdens de uitoefening van de functie. De referentiewedde en het rustpensioen van werknemer worden vastgesteld aan het spilindexcijfer 138,01.

De persoonlijke bijdragen van 1,5 % die de houders van een management- of staffunctie dienen te betalen wanneer zij wensen dat de mandaatperioden die zij vóór de inwerkingtreding van de wet van 4 maart 2004 hebben volbracht, worden gevaloriseerd, worden, overeenkomstig artikel 5 van de wet, ook berekend op basis van de referentiewedde.

B.16.2. De Ministerraad toont niet aan dat het opmaken van het loopbaanoverzicht van de houders van een management- of staffunctie in de instellingen van openbaar nut die niet zijn aangesloten bij de pool der parastatalen en, in het bijzonder, het bepalen van het bedrag van de referentiewedde een overdreven administratieve last voor de Federale Pensioendienst zouden veroorzaken.

B.16.3. De omstandigheid dat Fedasil pas in het systeem van een elektronische loopbaangegevensbank en een elektronisch pensioendossier is opgenomen bij de wet van 13 april 2019 zet die vaststelling niet op losse schroeven, in het bijzonder ten opzichte van het beperkte aantal betrokken personen. Bovendien was titel 13 van de wet van 29 december 2010 « houdende diverse bepalingen (I) », waarbij het systeem van een elektronische loopbaangegevensbank en een elektronisch pensioendossier wordt ingesteld, nog niet aangenomen bij het opmaken van het loopbaanoverzicht van de houders van een management- of staffunctie in de instellingen van openbaar nut die zijn aangesloten bij de pool der parastatalen, in het kader van het bij artikel 18, vierde lid, van de wet van 4 maart 2004 ingestelde afkoopmechanisme. Hoewel het juist is dat het opmaken van het loopbaanoverzicht destijds slechts betrekking had op maximaal drie jaar, betref het echter de houders van een management- of staffunctie die waren aangesteld in het geheel van de FOD's en de instellingen van openbaar nut die zijn aangesloten bij de pool der parastatalen, zodat de veroorzaakte werklast niet aanzienlijk minder belangrijk was.

B.17. Het verschil in behandeling is niet redelijk verantwoord.

In zoverre het gericht is tegen artikel 15 van de wet van 13 april 2019, is het enige middel gegrond.

Artikel 15 van de wet van 13 april 2019, dat een artikel 18, vijfde lid, invoegt in de wet van 4 maart 2004, moet bijgevolg worden vernietigd.

B.18. Het onderzoek van het voormelde artikel 15 ten aanzien van artikel 23 van de Grondwet zou niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden.

B.19. Het beroep tot vernietiging is ook gericht tegen artikel 16 van de wet van 13 april 2019, dat bepaalt dat hoofdstuk 6 van de voormelde wet uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2019.

De vernietiging van artikel 16 van de wet van 13 april 2019 kan de verzoekende partijen echter geen extra voordeel verschaffen, zodat zij geen belang erbij hebben de vernietiging van die bepaling te vorderen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 15 van de wet van 13 april 2019 « houdende diverse bepalingen inzake pensioenen »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 18 maart 2021.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/201519]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 48/2021 vom 18. März 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 7269

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 15 und 16 des Gesetzes vom 13. April 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pensionen », erhoben von Jean-Pierre Luxen und Fanny François.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, und den Richtern T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 24. Oktober 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Oktober 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 15 und 16 des Gesetzes vom 13. April 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pensionen » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 2019): Jean-Pierre Luxen und Fanny François, unterstützt und vertreten durch RA V. Letellier, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext

B.1. Die Klage ist gegen die Artikel 15 und 16 des Gesetzes vom 13. April 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pensionen » (nachstehend: Gesetz vom 13. April 2019) gerichtet. Die zwei angefochtenen Bestimmungen sind Teil von Kapitel 6 des Gesetzes vom 13. April 2019, das mehrere Abänderungen an dem Gesetz vom 4. März 2004 « zur Gewährung von ergänzenden Vorteilen in Sachen Ruhestandspensionen an Personen, die zur Ausübung einer Management- oder Führungsfunktion in einem öffentlichen Dienst bestellt worden sind » (nachstehend: Gesetz vom 4. März 2004) vornimmt.

B.2.1. Das Gesetz vom 4. März 2004 legt eine Regelung von ergänzenden Vorteilen in Sachen Ruhestandspensionen an bestimmte Kategorien von Inhabern einer Management- oder Führungsfunktion fest.

B.2.2. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 4. März 2004 heißt es diesbezüglich:

« Le projet de loi qui est présenté à la commission a pour objet de créer un régime de pension complémentaire d'un type particulier.

À l'origine du projet se trouvent les arrêtés royaux des 29 octobre 2001 et 2 octobre 2002, qui règlent la situation statutaire des personnes désignées pour exercer des fonctions de management ou d'encadrement dans les services publics fédéraux. Par ces textes, le gouvernement a clairement pris l'option d'assujettir les titulaires d'une fonction d'encadrement ou de management au régime de pension des travailleurs salariés. Le gouvernement a également décidé la participation des intéressés à un régime de pension 'complémentaire' financé par des cotisations personnelles et patronales s'ajoutant à la pension légale du premier pilier à laquelle ils pourront prétendre.

Par la suite, il a été décidé d'appliquer le même système aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement analogue dans un organisme d'intérêt public affilié au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 (pool des parastataux) et qui sont assujettis durant leur mandat au régime de pension des travailleurs salariés. Il en va de même pour les établissements scientifiques de l'Etat.

Les collectivités fédérées pourront également, si elles le souhaitent, appliquer le même système à leurs managers.

Il est important de remarquer que les personnes dont il s'agit dans le projet de loi, et qui exercent donc une fonction de management ou d'encadrement, sont désignées temporairement dans le cadre d'une relation statutaire. En d'autres termes, la protection sociale organisée pour les managers ne relève pas du deuxième pilier de pension (pensions sectorielles ou d'entreprise). Il s'agit d'une protection sociale sui generis réglée par la loi avec pour objectif de répondre au mieux à la situation spécifique des personnes concernées.

Le régime de pension complémentaire proposé recourt en quelque sorte à un système à prestations définies, ce qui met à charge de l'employeur public une obligation de résultat.

Ce régime étant légal et réglementaire, il est obligatoire d'y participer pendant la période de mandat.

La pension des mandataires a donc dans cette optique trois composants (le total constituant le but à atteindre) :

- la pension de travailleur salarié;
- la part du complément issue des cotisations personnelles versées par le mandataire;
- la part du complément supportée par l'Etat.

La cotisation personnelle du mandataire est fixée à 1,5 % du traitement de référence et est versée au Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions. C'est ce fonds qui supportera la charge budgétaire des avantages provenant de la cotisation personnelle.

La composante du 'but à atteindre' constitué par la pension de travailleur salarié correspond à la pension maximale qui peut être obtenue par an dans le régime de pension des travailleurs salariés soit à l'index actuel un montant de 531,19 euros par an (1/45 de 60 % du plafond actuel de rémunération). Cette composante sera par conséquent très largement couverte par les cotisations patronales (8,86 %) et personnelles (7,5 %) en matière de pension versées à la sécurité sociale puisque les cotisations sont calculées sur l'intégralité d'une rémunération élevée alors que le montant obtenu en matière de pension est limité.

La composante complémentaire du 'but à atteindre' à charge du Trésor public est budgétisée. Elle correspond à la différence entre, d'une part, la prestation définie à atteindre et, d'autre part, le total de la pension de salarié et de la rente résultant des cotisations personnelles, augmentées des intérêts produits par celles-ci.

La pension est calculée pour chacun des mandats exercés. Pour chacun de ces mandats, c'est la rémunération perçue adaptée à l'évolution de l'index, qui sert de base au calcul de la pension.

[...]

Pendant la période de mandat, les managers, qu'ils soient issus du secteur privé ou du secteur public, effectuent des prestations identiques dans le cadre d'une désignation statutaire pour un même employeur et doivent donc être traités de la même façon.

[...]

En terminant le ministre insiste sur le fait que nonobstant les aménagements qui seront apportés à la réforme dite ' Copernic ', il convient que les nouvelles règles soient d'urgence intégrées dans l'ordre juridique, car les premières personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management sont entrées en service à la fin de l'année 2001 » (*Parl. Dok., Kammer, 2003-2004, DOC 51-0357/003, SS. 3-5*).

B.2.3.1. Vor dem Inkrafttreten von Kapitel 6 des Gesetzes vom 13. April 2019 bestimmte Artikel 2 des Gesetzes vom 4. März 2004:

« Le présent chapitre est applicable :

1^o) aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management en application de l'article 10, § 1^{er} de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux;

2^o) aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction d'encadrement en application de l'article 9, § 1^{er} de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux;

3^o) aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement analogue à celle visée au 1^o ou au 2^o dans un organisme d'intérêt public affilié au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit et qui sont assujetties au régime de pension des travailleurs salariés;

4^o) aux personnes qui, suite à leur désignation pour exercer une fonction de management ou d'encadrement analogue à celle visée au 1^o ou au 2^o dans un établissement scientifique de l'État ou dans une entité fédérée, sont assujetties au régime de pension des travailleurs salariés;

5^o) aux personnes qui suite à leur désignation pour exercer une fonction de management analogue à celle visée au 1^o au Service des Pensions du Secteur public avant sa dissolution ont été assujetties au régime de pension des travailleurs salariés ».

B.2.3.2. Die königlichen Erlasse vom 29. Oktober 2001 « über die Bestimmung und die Ausübung der Managementfunktionen in den föderalen öffentlichen Diensten », dessen Überschrift abgeändert wurde in königlicher Erlass vom 29. Oktober 2001 « über die Bestimmung und die Ausübung der Managementfunktionen in den föderalen öffentlichen Diensten und den föderalen öffentlichen Programmierungsdiensten », und vom 2. Oktober 2002 « über die Bestimmung und die Ausübung der Führungsfunktionen in den föderalen öffentlichen Diensten », dessen Überschrift abgeändert wurde in königlicher Erlass vom 2. Oktober 2002 « über die Bestimmung und die Ausübung der Führungsfunktionen in den föderalen öffentlichen Diensten und den föderalen öffentlichen Programmierungsdiensten », legen in den föderalen öffentlichen Diensten die Mandatsregelungen für die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion fest.

B.2.3.3. Die Pensionsregelung, die durch das Gesetz vom 28. April 1958 « über die Pension der Personalmitglieder bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses und ihrer Berechtigten » ist ein umlagefinanziertes Pensionssystem, das solidarisch von sämtlichen Beiträgen der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Gesetz unterliegen, finanziert wird. Man bezeichnet die Gesamtheit der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die diesem System angeschlossen sind, mit dem Ausdruck « Pool der halbstaatlichen Einrichtungen » (*Parl. Dok., Kammer, 2003-2004, DOC 51-0357/001, SS. 5-6, 8-9 und 11; ebenda, DOC 51-0357/003, SS. 3 und 11; Parl. Dok., Kammer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, SS. 12-13*). Nach Artikel 12 des Gesetzes vom 28. April 1958 entsprechen die Beiträge einem Prozentsatz der Monatsgehälter entspricht, die von den vorerwähnten Einrichtungen öffentlichen Interesses an ihr Personal mit einer endgültigen Ernennung oder einer damit gleichgesetzten Ernennung ausgezahlt werden. Dieser Prozentsatz entspricht dem Verhältnis zwischen den Pensionskosten für das laufende Jahr und der veranschlagten Gehaltssumme aller dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtungen für dasselbe Jahr.

B.2.4.1. Der nicht angefochtene Artikel 13 des Gesetzes vom 13. April 2019 dehnt den Anwendungsbereich *ratione personae* des Gesetzes vom 4. März 2004 auf eine neue Kategorie von Berechtigten aus, indem er in Artikel 2 eine Nr. 2/1 mit folgendem Wortlaut einfügt:

« 2^o/1. aux personnes qui ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement en application de l'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public pour autant que l'organisme d'intérêt public concerné ne soit pas affilié au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de [leurs] ayants droit; ».

B.2.4.2. Der königliche Erlass vom 16. November 2006 « über die Bestimmung und Ausübung der Management- und Führungsfunktionen in bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses » (nachstehend: königlicher Erlass vom 16. November 2006) legt die Mandatsregelung für die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion in den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die in seinem Artikel 1 erwähnt sind, darunter die Föderalagentur für die Aufnahme von Asylsuchenden (nachstehend: Fedasil), fest.

B.2.4.3. Auch wenn die in Artikel 2 Nr. 2/1 des Gesetzes vom 4. März 2004 erwähnte Personenkategorie in allgemeinen Worten beschrieben ist, geht aus der Begründung des Gesetzesvorschlages « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Pension », der zum Gesetz vom 13. April 2019 geführt hat, hervor, dass der Gesetzgeber im Wesentlichen die Absicht hatte, die Gewährung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen auf die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion bei Fedasil auszudehnen:

« Le chapitre 5 étend le champ d'application de la loi du 4 mars 2004 accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public aux personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de FEDASIL » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, S. 3).

B.2.4.4. Im Kommentar zu Artikel 11 des Gesetzesvorschlages, der zu Artikel 13 des Gesetzes vom 13. April 2019 geworden ist, ist dargelegt:

« Le régime de mandat pour les fonctions de management et d'encadrement a été introduit auprès des services publics fédéraux par l'arrêté royal du 29 octobre 2011 [lire : 29 octobre 2001] relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et par l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation. En vue de l'harmonisation des règles relatives à la fonction publique administrative fédérale, le système des fonctions de management et d'encadrement a été généralisé à d'autres institutions publiques fédérales. Dans ce cadre, l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public a introduit le système de fonctions de management et d'encadrement dans un certain nombre d'organismes d'intérêt public.

La plupart de ces organismes d'intérêt public sont affiliés, pour leurs membres du personnel statutaire, au régime de pension instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit (Pool des parastataux), de sorte que les personnes qui, au sein de ces organismes, ont été désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement se voient accorder - en plus de la pension des travailleurs salariés - le bénéfice d'un avantage complémentaire en matière de pension sur la base de l'article 2, 3^o) de la loi du 4 mars 2004 accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public.

Ce n'est cependant pas le cas pour les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de l'Agence Fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (FEDASIL). En effet, puisque FEDASIL n'est pas affiliée au Pool des parastataux, elle ne tombe pas dans le champ d'application de la loi du 4 mars 2004. Par conséquent, en l'état actuel de la législation, les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de FEDASIL n'ont pas droit à un avantage complémentaire en matière de pension pour ces services de mandat.

L'article 11 supprime cette lacune et prévoit également que les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès de FEDASIL bénéficient d'un avantage complémentaire, par l'ajout d'un point 2^o/1 dans l'article 2 de la loi du 4 mars 2004 précitée » (ebenda, SS. 11-12).

B.2.5. Die Artikel 3 bis 6 des Gesetzes vom 4. März 2004 bestimmen:

« Art. 3. § 1^{er}. La personne visée à l'article 2 a droit, pour chaque mois d'exercice d'une fonction de management ou d'encadrement, à des avantages complémentaires en matière de pension de retraite qui correspondent à la différence entre, d'une part, 1/720ème du traitement de référence défini au § 2 et, d'autre part, la pension de retraite à charge du régime de pension des travailleurs salariés à laquelle elle peut prétendre pour l'exercice de cette fonction.

Les périodes qui ne forment pas un mois civil complet sont prises en compte à raison de leur durée exprimée en mois avec deux décimales.

§ 2. Le traitement de référence visé au § 1^{er} est le traitement annuel de la classe à laquelle la fonction est liée compte tenu de sa pondération et qui a été effectivement accordé durant l'exercice de la fonction.

Le traitement de référence et la pension de retraite de travailleur salarié sont établis à l'indice-pivot 138,01.

§ 3. En cas d'application de l'article 6, § 1^{er}, la rente fictive correspondant au capital liquidé est déduite des avantages complémentaires visés au § 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la conversion du capital en rente est opérée selon les modalités prévues par l'arrêté royal du 24 mars 1994 apportant diverses modifications à la réglementation relative aux pensions du secteur public.

§ 4. Les avantages complémentaires visés au § 1^{er} prennent cours le 1^{er} jour du mois de la mise en paiement de la pension légale à laquelle la personne visée à l'article 2 peut prétendre à charge du régime de pension des travailleurs salariés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la personne visée à l'article 2 qui, du chef d'une fonction autre que sa fonction de management ou d'encadrement, peut prétendre à une pension de retraite en application de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, peut demander que les avantages complémentaires visés au § 1^{er} prennent cours à la date de la prise de cours de cette pension de retraite.

§ 5. Le montant des avantages complémentaires calculé conformément aux dispositions du § 1^{er} est rattaché à l'indice-pivot 138,01 et évolue de la même façon que les pensions à charge du Trésor public.

Art. 4. Les avantages complémentaires prévus à l'article 3, § 1^{er} et qui sont accordés aux personnes visées à l'article 2, 1^o, 2^o et 4^o, sont payés par le Service fédéral des Pensions.

Art. 5. Le traitement de référence défini à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er} est soumis à une cotisation personnelle obligatoire fixée à 1,5 p.c.

Le produit de cette cotisation personnelle est versé mensuellement par le service qui paie le traitement, au Service fédéral des Pensions. Ce versement doit parvenir à ce service au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit le jour du paiement du traitement.

Si le produit de la retenue visée à l'alinéa précédent est insuffisant pour payer les avantages complémentaires prévus à l'article 4, le Service fédéral des Pensions utilisera les recettes prévues à l'article 68^{ter}, § 5 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales pour financer ces avantages.

Art. 6. § 1^{er}. Si, avant la date de prise de cours des avantages complémentaires prévus à l'article 3, § 1^{er}, la personne visée à l'article 2 le demande, une partie de ces avantages peut lui être liquidée sous la forme d'un capital.

La partie des avantages complémentaires visée à l'alinéa 1^{er} est égale au produit des cotisations personnelles visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, majoré d'intérêts calculés, par mois civil entier, au taux de 3,5 p.c. l'an. Ces intérêts couvrent la période comprise entre le premier jour du mois qui suit le paiement du traitement et le dernier jour du mois qui précède la date de prise de cours des avantages complémentaires.

Le Roi peut, en fonction de l'évolution du taux des intérêts du marché, modifier le taux d'intérêt prévu à l'alinéa 2.

§ 2. En cas de décès d'une personne visée à l'article 2 avant la date de prise de cours des avantages complémentaires, le capital visé au § 1^{er} est versé au conjoint survivant. A défaut de conjoint survivant, ce capital est versé aux enfants du décédé bénéficiaires à la date du décès d'allocations familiales. A défaut de conjoint survivant et d'enfants définis ci-avant, la partie de ce capital correspondant aux cotisations versées durant le mariage avec le conjoint divorcé est versée à ce conjoint, à condition que ce dernier ne s'est pas remarié. Dans ces cas, les intérêts sont calculés jusqu'au dernier jour du mois du décès.

L'alinéa 1^{er} est applicable à la demande des intéressés.

§ 3. Les capitaux accordés en vertu du présent article sont payés par le Service fédéral des Pensions ».

B.2.6.1. Artikel 9 des Gesetzes vom 4. März bestimmt:

« Les avantages complémentaires en matière de pension de retraite accordés aux personnes visées à l'article 2, 3^o, à l'exclusion du capital prévu à l'article 6 ou de la rente correspondante à ce capital dont la charge est supportée par le Service fédéral des Pensions, sont à charge du régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Les dispositions de l'article 12 de la loi du 28 avril 1958 précitée sont applicables aux avantages complémentaires définis à l'alinéa 1^{er}. Toutefois, pour les personnes visées à l'article 2, 3^o le pourcentage résultant de l'application de l'article 12, § 2 de cette loi est diminué à concurrence de la somme du pourcentage prévu à l'article 5, alinéa 1^{er} et de celui prévu à l'article 38, § 3, 1^o de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour déterminer le pourcentage résultant de l'application de l'article 12, § 2 de la loi du 28 avril 1958 précitée, les dépenses en matière d'avantages complémentaires visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que le produit des contributions visées à l'alinéa 2 sont pris en compte ».

B.2.6.2. In der Begründung des Gesetzes vom 26. März 2007 ist angegeben:

« L'affiliation au pool des parastataux a pour conséquence que toutes les modifications légales apportées au régime de pensions prévu par la loi du 28 avril 1958 seront automatiquement applicables aux membres du personnel des organismes affiliés peu importe qu'il s'agisse d'organismes qui dépendent de l'État fédéral, d'une Communauté ou d'une Région ainsi qu'à leurs ayants droit.

À cet égard, on peut également préciser que le projet fait expressément référence aux organismes d'intérêt public affiliés au pool des parastataux uniquement en raison du fait que des modalités particulières de financement doivent être prévues (eu égard au fait que le pool des parastataux est un régime de répartition financé par des cotisations patronales de pensions contrairement aux pensions à charge du Trésor public). Toutefois, une référence expresse à ce régime n'est pas nécessaire dans tous les projets de loi apportant des modifications à la législation relative aux pensions des agents de l'État dans la mesure où toute modification apportée à ce régime de pension est ipso facto applicable aux agents des organismes affiliés au pool des parastataux. En effet, suite au fait qu'ils ont volontairement demandé leur affiliation, ils bénéficient conformément à l'article 2 de la loi du 28 avril 1958, d'un régime de pension ' identique ' à celui des agents de l'État » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0357/001, S. 5).

B.2.6.3. Der Begründung sind auch Klarstellungen bezüglich der Verknüpfung der Artikel 5, 6 und 9 des Gesetzes vom 4. März 2004 zu entnehmen:

« En effet, une distinction doit être effectuée entre la charge budgétaire qui résulte du produit de la cotisation personnelle obligatoire du 1,5 % prévue à l'article 5 et la charge budgétaire des avantages complémentaires en matière de pension visés à l'article 9 et qui ne correspondent pas au produit de la cotisation personnelle de 1,5 % .

La cotisation personnelle de 1,5 % est toujours versée au Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions tant pour les managers des SFP que pour les personnes désignées dans une personne morale de droit public affiliée au pool. C'est toujours ce fonds qui supportera la charge budgétaire des avantages provenant de cette cotisation personnelle peu importe qu'ils soient payés sous forme de rente ou de capital.

Le pool des parastataux ne supportera quant à lui que la charge des autres avantages complémentaires visés à l'article 9 c'est-à-dire comme le précise cette disposition les avantages complémentaires... ' à l'exclusion du capital prévu à l'article 6 ou de la rente correspondante à ce capital dont la charge est supportée par le Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions '.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire verser au pool des parastataux (plutôt qu'au Fonds pour l'équilibre des régimes de pensions) le produit de la cotisation personnelle des personnes affiliées puisque ce n'est pas le pool des parastataux qui supporte la charge des avantages complémentaires résultant des versements personnels et des intérêts y afférents » (ebenda, S. 6).

B.2.6.4. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion, die in einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angehörenden Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt wurden, durch die Zahlung der persönlichen Pflichtbeiträge an den Föderalen Pensionsdienst, der seit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. März 2016 « zur Änderung der Bezeichnung des Landespensionsamts in Föderaler Pensionsdienst, zur Integrierung der Zuständigkeiten und des Personals des Pensionsdienstes für den öffentlichen Sektor, der Pensionsaufträge der lokalen und provinziellen Sektoren des Amtes für die Sonderregelungen der sozialen Sicherheit sowie von HR Rail und zur Übernahme des kollektiven Sozialdienstes des Amtes für die Sonderregelungen der sozialen Sicherheit » den Fonds für das Gleichgewicht der Pensionsregelungen ersetzt hat, ein Kapital bilden.

Diese Inhaber können vor dem Datum der Einsetzung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen beantragen, dass ihnen dieses Kapital sowie die Zinsen, die es abgeworfen hat, ausgezahlt werden. Stellen sie einen solchen Antrag nicht, wird ihnen vom Föderalen Pensionsdienst ab dem Datum der Einsetzung der ergänzenden Vorteile eine diesem Kapital entsprechende Rente gezahlt. Folglich beschränkt sich die finanzielle Beteiligung des Pools der halbstaatlichen Einrichtungen auf den Betrag der ergänzenden Vorteile, der in Anwendung von Artikel 3 des Gesetzes vom 4. März 2004 und nach Abzug des vorerwähnten Kapitals oder der vorerwähnten Rente berechnet wird.

B.2.7.1. Durch den nicht angefochtenen Artikel 14 des Gesetzes vom 13. April 2019 wird ein Artikel 9/1 in das Gesetz vom 4. März 2004 eingefügt. Diese Bestimmung betrifft die Finanzierung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen, die den Inhabern einer Management- oder Führungsfunktion, die in Anwendung des königlichen Erlasses vom 16. November 2006 in einer nicht dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, gewährt werden. Artikel 9/1 bestimmt:

« Les avantages complémentaires en matière de pension de retraite accordés aux personnes visées à l'article 2, 2^o/1, à l'exception du capital visé à l'article 6 ou de la rente correspondante à ce capital dont la charge est supportée par le Service fédéral des Pensions, sont à charge de l'organisme dans lequel elles ont exercé leur fonction de management ou d'encadrement ».

B.2.7.2. Im Kommentar zu dieser Bestimmung heißt es:

« Conformément à l'article 9 de la loi du 4 mars 2004, l'avantage complémentaire est à charge du Pool des parastataux à condition que l'organisme d'intérêt public soit affilié à ce régime de pension.

Vu que - comme expliqué précédemment - FEDASIL est un organisme d'intérêt public qui n'est pas affilié au Pool des parastataux, FEDASIL doit elle-même supporter la charge de l'avantage complémentaire en matière de pension. À cet effet, le présent article insère un article 9/1 dans la loi du 4 mars 2004 » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, S. 12).

B.2.7.3. Die Finanzierung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen geht also zu Lasten von Fedasil nach Abzug des in Artikel 6 des Gesetzes vom 4. März 2004 erwähnten Kapitals oder der diesem Kapital entsprechenden Rente.

B.2.8. Artikel 18 Absatz 1 des Gesetzes vom 4. März 2004 sieht vor:

« La présente loi entre en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge* ».

B.2.9.1. Der Gesetzgeber hat jedoch einen Mechanismus eingeführt, mit dem für die Berechnung des Betrags der vorerwähnten ergänzenden Vorteile die vor diesem Datum ausgeübten Mandatszeiten angerechnet werden können (nachstehend: Rückkaufmechanismus).

Artikel 18 Absatz 4 desselben Gesetzes bestimmt nämlich:

« Pour les personnes visées à l'article 2, qui ont exercé des fonctions de management ou d'encadrement avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les périodes de mandat antérieures à cette date ne sont prises en compte qu'à condition que l'intéressé verse les cotisations personnelles visées à l'article 5 au Service fédéral des Pensions au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit la date précitée. Dans ce cas, le premier jour du mois qui suit le paiement du traitement prévu à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2 est remplacé par le premier jour du mois qui suit le versement ».

B.2.9.2. Im Kommentar zu dieser Bestimmung heißt es:

« Par ailleurs, les personnes qui exercent déjà actuellement une fonction de management, peuvent régulariser leur situation pour la période antérieure à la publication de la loi en versant les cotisations dues dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0357/001, S. 12).

B.2.10.1. Durch Artikel 15 des Gesetzes vom 13. April 2019 wird in Artikel 18 des Gesetzes vom 4. März 2004 ein Absatz 5 eingefügt, der bestimmt:

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les personnes visées à l'article 2, 2^o/1, seules les périodes de mandat depuis le 1^{er} janvier 2019 sont prises en compte ».

Dies ist die erste angefochtene Bestimmung.

B.2.10.2. Im Kommentar zu diesem Artikel (der damals die Nummer 13 hatte) heißt es:

« Les personnes qui exercent une fonction de management ou d'encadrement auprès d'un organisme d'intérêt public tel que visé par l'arrêté royal du 16 novembre 2006, qui n'est pas affilié au Pool des parastataux, peuvent, uniquement pour les services de mandat qu'ils ont effectués après le 31 décembre 2018, prétendre à un avantage complémentaire en matière de pension tel que visé par la loi du 4 mars 2004. Ce n'est pas le cas pour les services de mandat prestés avant le 1^{er} janvier 2019 qui ne donnent quant à eux pas droit à un avantage complémentaire » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3577/001, S. 13).

B.2.11. Artikel 16 des Gesetzes vom 13. April 2019, die zweite angefochtene Bestimmung, sieht vor, dass Kapitel 6 des vorerwähnten Gesetzes mit 1. Januar 2019 wirksam wird.

Zur Hauptsache

B.3. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung durch Artikel 15 des Gesetzes vom 13. April 2019.

Die klagenden Parteien führen an, dass der angefochtene Artikel 15 gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoße, insofern die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion, die in Anwendung von Artikel 10 des königlichen Erlasses vom 16. November 2006 in einer nicht dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, für die Berechnung des Betrags des ergänzenden Vorteils in Sachen Ruhestandspensionen kein Anrecht auf die Anrechnung der Mandatszeiten haben, die sie geleistet haben, bevor sie in die Regelung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen aufgenommen wurden, während die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion in einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses, dies haben können.

B.4. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.5. Zum einen gehört es zum Wesen einer neuen Regelung, dass unterschieden wird zwischen Personen, die von der in den Anwendungsbereich der früheren Regelung fallenden Rechtslage betroffen sind, und Personen, die von der in den Anwendungsbereich der neuen Regelung fallenden Rechtslage betroffen sind.

Zum anderen es kennzeichnend für eine Übergangsregelung, dass unterschieden wird zwischen Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, auf die diese Regelung Anwendung findet, und Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, auf die eine neue Regelung Anwendung findet.

B.6.1. Im vorliegenden Fall hat der Gesetzgeber durch das Kapitel 6 des Gesetzes vom 13. April 2019 auf die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion, die in einer nicht dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, ein Recht ausgedehnt, das er seit dem Gesetz vom 4. März 2004 den Inhabern einer Management- oder Führungsfunktion, die in föderalen öffentlichen Diensten oder in Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen sind, bestimmt worden sind, gewährt.

B.6.2. Aus den in B.2.4.3 zitierten Vorarbeiten zum Gesetz vom 13. April 2019 geht hervor, dass es das Ziel des Gesetzgebers war, dass die bei Fedasil bestimmten Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion ebenfalls in den Genuss der Regelung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen kommen können, obgleich Fedasil nicht dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen ist.

B.7. Der Gesetzgeber hat vorgesehen, dass für die bei Fedasil bestimmten Inhaber nur die Mandatszeiten nach dem 1. Januar 2019 für die Berechnung des Betrags der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen berücksichtigt werden.

Der Gesetzgeber hat jedoch durch das angefochtene Gesetz nicht die Anrechnung der früheren Mandatszeiten für die bei einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmten Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion gestrichen, sodass diese Mandatsinhaber weiterhin einen höheren Betrag an ergänzenden Vorteilen bei ihrem Renteneintritt genießen.

B.8.1. Entgegen der Auffassung des Ministerrats ist der Gesetzgeber somit nicht davon ausgegangen, dass eine Änderung der Politik für die Berechnung des Betrags der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen erforderlich ist. Er hat Artikel 18 Absatz 4 des Gesetzes vom 4. März 2004 nämlich nicht aufgehoben, sondern sich dafür entschieden, in den vorerwähnten Artikel einen zusätzlichen Absatz einzufügen, der als Abweichungsbestimmung qualifiziert ist.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die erste angefochtene Bestimmung nicht zu einem Behandlungsunterschied für die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion, die bei einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, je nachdem, ob sie sich in einer Situation, die der früheren Gesetzgebung unterliegt, oder in einer Situation befinden, die der neuen Gesetzgebung unterliegt, führt.

B.8.2. Ein Behandlungsunterschied besteht ebenfalls nicht in Bezug auf die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion, die bei einer nicht dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses wie Fedasil bestimmt worden sind, da die Mandatszeiten, die sie vor dem 1. Januar 2019 geleistet haben, im Rahmen der neuen Gesetzgebung nicht angerechnet werden und auch nicht im Rahmen der früheren Gesetzgebung angerechnet wurden, die diese Mandatsinhaber von der Regelung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen ausschloss.

B.9. Im Übrigen stellt im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat ferner anführt, die erste angefochtene Bestimmung keine Übergangsregelung dar oder sieht keine Übergangsregelung vor, weil für alle von der neuen Regel betroffenen Personen, das heißt die Inhaber einer Managementfunktion, die in einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen nicht angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, die Mandatszeiten vor dem 1. Januar 2019 aus der Berechnung des Betrags der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen ausgeschlossen sind.

B.10. Artikel 15 des Gesetzes vom 13. April 2019 führt hingegen zu einem Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Inhabern einer Management- oder Führungsfunktion, die bei einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, und andererseits den Inhabern einer Management- oder Führungsfunktion, die bei einer dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen nicht angeschlossenen Einrichtung öffentlichen Interesses bestimmt worden sind, insofern Letztere im Gegensatz zu Ersteren die Mandatszeiten, die sie geleistet haben, bevor sie in die Regelung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen aufgenommen wurden, nicht anrechnen lassen können, da es ihnen nicht erlaubt ist, die betreffenden Zeiten « zurückzukaufen », indem sie die persönlichen Beiträge für diese Zeiten an den Föderalen Pensionsdienst zahlen.

B.11. Der in B.10 beschriebene Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich darauf, ob die Einrichtung öffentlichen Interesses, bei der der Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion bestimmt worden ist, dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossenen ist oder nicht.

B.12. Der Gesetzgeber verfügt über eine breite Ermessensbefugnis, um seine Politik in Pensionsangelegenheit festzulegen.

Wenn jedoch einer Personenkategorie ein Recht eingeräumt wird und einer anderen nicht, muss der Gerichtshof prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen im Verhältnis zum verfolgten Ziel stehen und ob sie nicht unverhältnismäßige Folgen in Bezug auf die Situation der einen oder anderen dieser Personenkategorien haben. Folglich liegt nur eine Diskriminierung vor, wenn der Behandlungsunterschied, der sich aus der Anwendung der Regelungen in Pensionsangelegenheiten ergibt, eine unverhältnismäßige Einschränkung der Rechte der betroffenen Personen zur Folge hätte.

B.13. Aus den Schriftsätzen des Ministerrats geht hervor, dass der in B.10 beschriebene Behandlungsunterschied mit Haushaltsgründen und mit Verwaltungsgründen gerechtfertigt wurde.

B.14. Der Umstand, dass Fedasil vom Gehalt der Inhaber einer Managementfunktion einen persönlichen Sozialversicherungsbeitrag mit einem Satz von 13,07 % einbehalten hat, ist ohne Belang für die Bestimmung der finanziellen Belastung des Fedasil-Haushalts und in der Folge des Haushalts des Staates, da dieser Sozialbeitrag im Rahmen der Regelung der Sozialversicherung für Lohnempfänger erhoben wurde, die anderen Finanzierungsregeln als denjenigen unterliegt, die für die Regelung der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen gelten.

B.15.1. Wie in B.2.7.3 erwähnt, geht aus Artikel 9/1 des Gesetzes vom 4. März 2004 hervor, dass die Last der Finanzierung der Ruhestandspension der Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion ergänzenden Vorteile Fedasil nur nach Abzug des in Artikel 6 des Gesetzes vom 4. März 2004 erwähnten Kapitals oder der diesem Kapital entsprechenden Rente obliegt. Dieses Kapital oder diese Rente werden durch persönliche Pflichtbeiträge gebildet, die der Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion aufgrund von Artikel 5 des Gesetzes entrichten muss.

B.15.2. Es ist zwar zutreffend, dass die Berücksichtigung der Mandatszeiten, die vor dem 1. Januar 2019 geleistet wurden, für die Berechnung der die Ruhestandspension der Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion ergänzenden Vorteile eine finanzielle Belastung für den Fedasil-Haushalt und dementsprechend für den Haushalt des Staates darstellt, aber der Ministerrat weist angesichts der geringen Anzahl an betroffenen Personen nicht nach, dass diese finanzielle Belastung unverhältnismäßig wäre.

B.16.1. Aus Artikel 3 § 1 und 2 des Gesetzes vom 4. März 2004 geht hervor, dass die Berechnung des Betrags der ergänzenden Vorteile in Sachen Ruhestandspensionen nach der folgenden Formel erfolgt: Für jeden Monat der Ausübung einer Management- oder Führungsfunktion hat der Berechtigte Anrecht auf Vorteile, die der Differenz zwischen einerseits 1/720 des in Artikel 3 § 2 definierten Referenzgehalts und andererseits der Ruhestandspension zu Lasten der Pensionsregelung für Lohnempfänger, auf die er für die Ausübung dieser Funktion Anspruch hat, entsprechen. Zeiten, die keinem vollen Kalendermonat entsprechen, werden mit ihrer in Monaten mit zwei Dezimalstellen ausgedrückten Dauer berücksichtigt.

Das Referenzgehalt ist definiert als das Jahresgehalt der Klasse, mit der die Funktion unter Berücksichtigung ihres Gewichts verbunden ist, und das während der Ausübung der Funktion tatsächlich gewährt wurde. Das Referenzgehalt und die Ruhestandspension des Lohnempfängers werden mit dem Schwellenindex 138,01 festgelegt.

Die persönlichen Beiträge von 1,5 % , die die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion entrichten müssen, die möchten, dass die von ihnen vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 4. März 2004 geleisteten Mandatszeiten angerechnet werden, werden gemäß Artikel 5 des Gesetzes ebenfalls auf der Grundlage des Referenzgehalts berechnet.

B.16.2. Der Ministerrat weist nicht nach, dass die Wiederherstellung der Laufbahn von Inhabern einer Management- oder Führungsfunktion in Einrichtungen öffentlichen Interesses, die nicht dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossen sind, und insbesondere die Bestimmung des Referenzgehalts dem Föderalen Pensionsdienst einen übermäßigen Verwaltungsaufwand verursachen würde.

B.16.3. Der Umstand, dass Fedasil erst durch das Gesetz vom 13. April 2019 in das System der elektronischen Laufbahndatenbank und der elektronischen Pensionsakte integriert wurde, stellt diese Feststellung nicht in Frage, insbesondere angesichts der geringen Anzahl an betroffenen Personen. Zudem war Titel 13 des Gesetzes vom 29. Dezember 2010 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (I) », mit dem das System der elektronischen Laufbahndatenbank und der elektronischen Pensionsakte eingeführt wurde, bei der Wiederherstellung der Laufbahn der Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion bei Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossen sind, im Rahmen des durch Artikel 18 Absatz 4 des Gesetzes vom 4. März 2004 eingeführten Rückkaufmechanismus noch nicht angenommen worden. Es ist zwar zutreffend, dass sich die Wiederherstellung der Laufbahn damals nur auf höchstens drei Jahre bezog, aber sie betraf die Inhaber einer Management- oder Führungsfunktion, die bei sämtlichen der FÖD und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Pool der halbstaatlichen Einrichtungen angeschlossen waren, bestimmt worden waren, sodass die verursachte Arbeitsbelastung nicht deutlich geringer war.

B.17. Der Behandlungsunterschied entbehrt einer vernünftigen Rechtfertigung.

Insofern er gegen Artikel 15 des Gesetzes vom 13. April 2019 gerichtet ist, ist der einzige Klagegrund begründet.

Artikel 15 des Gesetzes vom 13. April 2019, der in das Gesetz vom 4. März 2004 einen Artikel 18 Absatz 5 einfügt, ist folglich für nichtig zu erklären.

B.18. Die Prüfung des vorerwähnten Artikels 15 anhand von Artikel 23 der Verfassung könnte nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen.

B.19. Die Nichtigkeitsklage richtet sich auch gegen Artikel 16 des Gesetzes vom 13. April 2019, der vorsieht, dass Kapitel 6 des vorerwähnten Gesetzes mit 1. Januar 2019 wirksam wird.

Durch die Nichtigerklärung von Artikel 16 des Gesetzes vom 13. April 2019 könnten die klagenden Parteien jedoch keinen zusätzlichen Vorteil erlangen, sodass sie nicht das Interesse besitzen, die Nichtigerklärung dieser Bestimmung zu verfolgen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 15 des Gesetzes vom 13. April 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Pensionen » für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 18. März 2021.

Der Kanzler

Der Präsident

P.-Y. Dutilleux

F. Daoût